

Médecine traditionnelle **le pour, le contre**

Kashkazi

Les vents n'ont pas de frontière, l'information non plus

numéro 3 - semaine du jeudi 18 août au mercredi 24 août 2005

NOUVEAU
Le journal des
quatre îles
de la lune

Ngazidja, Ndzواني, Mwali : 400 fc
Maoré : 1,50 euro France : 2 euros

**Aéroports
secondaires**



**Attention !
Passage de cabris**

**Fonction publique
Des réformes
dures
à avaler**

Des centaines de fonctionnaires ont manifesté mardi à Moroni contre le décret présidentiel. La parole aux deux parties.

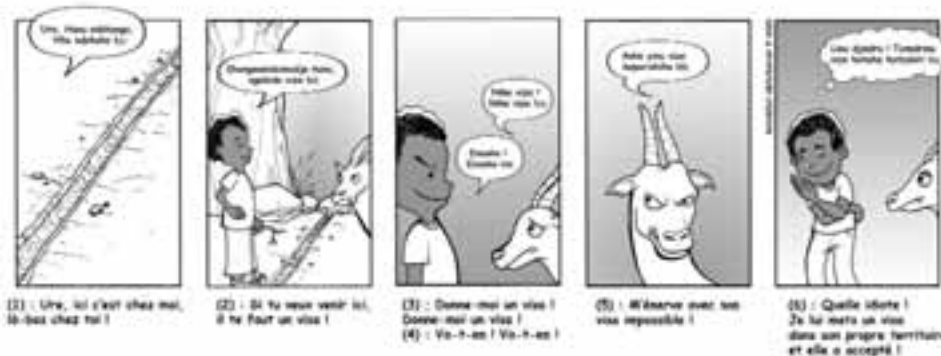
**Maore
Le projet
Baroin vu de
Mutsamudu**

**Ndzواني
Encore une
saisie d'armes**

**Culture
Hip-hop : le
retour de
Cheick MC**

**Chez vous
Moimoi
le village
oublié**

HATIBOU SALEH
MOURTIZ ABOUBACAR
DABA NA URE



SOUS LE SOLEIL DE M.K. *

JUSTE UN PETIT MOT POUR VOUS FÉLICITER du pari tenu. Je viens de dévorer le deuxième numéro de "Kashki" et je suis très content du sérieux qui s'affirme et de ce professionnalisme qui fait toujours plaisir quand il s'agit d'opérer les pensées, de soigner le vécu et de prévenir les maux du futur.

Par ailleurs, en ce qui concerne les délires de mon compatriote Mansour Kamardine, dans dix ans je suis sûr qu'il deviendra sage car les choses auront évolué et qu'il ne pourra pas empêcher le soleil de briller. Il pourra peut-être se mettre sous un parasol, porter des lunettes noires, mais on fera en sorte qu'il voie le soleil briller pour la réconciliation des cœurs de toutes les comoriennes et de tous les comoriens. (...) On était nombreux à le rencontrer lors de ses séjours à Moroni et je peux vous affirmer que de toutes celles et de tous ceux qu'il a rencontré (politiques, hommes d'affaires, hommes d'Etat), personne ne lui a manifesté le désir d'aller à Maoré sinon pour participer à un mariage ou à un enterrement. Il nous a insulté, nous qui l'avons rencontré, mais ça n'empêchera pas de le recevoir à nouveau. Entre compatriotes on peut se pardonner et ainsi on pourra peut-être l'aider à sortir de la fausse chrysalide pour une vie communautaire. J'ose croire que vous allez continuer à faire de *Kashki* cet espace où tout le monde verra que l'information ne reconnaît pas les frontières artificielles.

Dini Nassur

*le titre est de la rédaction

UN VÉRITABLE SURSAUT

REVENDIQUÉE PARTOUT ET À TOUT MOMENT, LA LIBERTÉ D'EXPRESSION est, en Union des Comores, en passe de venir là où celle des autres a échoué. C'est l'un des signes qui prouvent que les Comores sont jusqu'aujourd'hui un pays démocratique. Les radios, les chaînes de télévision ainsi que les bulletins d'informations ne cessent de se multiplier ces dernières années dans l'ensemble de l'archipel. Mais ce qui est déplorable : la plupart de ces instruments de communication ne font que s'éclipser pour des raisons et d'autres. Découvrant le jeudi dernier dans les kiosques de la capitale la parution du *Kashki*, on s'est dit que la presse comorienne a connu un véritable sursaut tant par l'ardeur au travail que par la diversité des rubriques de ce journal. Espérons que *Kashki* se verra un médiateur de la jeunesse comorienne (Maoré, Mwali, Ndzuan, Ngazidja) et de l'Océan Indien. Avec notre contribution, prions que ce journal soit pérenne.

Abdoulkarim Ahmed Hassani (bachelier 2005)

Memboïdjou (region de Mitsamihouli)

**Vous n'avez pas les numéros précédents ?
Vous cherchez le numéro 1 sur Ali Soilihi ?**

CONTACTEZ-NOUS AU (00269) 73 17 70

OU VENEZ LES ACHETER À NOTRE BUREAU, SITUÉ DANS LES LOCAUX DE MULTIMEDIKOM, VOLOVOLO, MORONI

JE NE SUIS PAS DE MORONI, MAIS C'EST MA CAPITALE *

(...)

SOUS D'AUTRES CIEUX, LES CÉLÉBRATIONS DES DÉCENNIES d'indépendance, donnent l'occasion aux dirigeants au pouvoir de réaliser (souvent pour leur prestige personnel) de grands chantiers de réhabilitation des villes, plus particulièrement la capitale.

Chez nous, l'Etat n'a même pas été capable de nous débarrasser (ne serait-ce que pour les 24 heures du 6 juillet) des ordures qui empoisonnent notre atmosphère, ni de boucher les nids de poule qui jalonnent les chaussées de notre capitale depuis plusieurs mois. Et réclamer une telle faveur en incluant les autres routes du pays, complètement délabrées, serait à mon avis trop demander. Ces gens qui laissent même pousser comme des champignons, des paillotes de fortune devant la porte principale du pays, l'aéroport International Moroni.

L'état de délabrement de notre capitale et l'anarchie qui y règne notamment en matière de construction, m'amène à ces 4 interrogations : 1- Y a-t-il vraiment un pilote dans l'avion appelé Comores ? 2- Le délabrement du pays et de sa capitale serait-il à l'image du cadre de vie privée de nos

dirigeants ? 3- Y aurait-il une volonté délibérée (et injustifiable) du pouvoir de nuire à l'image de Moroni ? 4- Le pays est-il dirigé par des apatrides ou des envahisseurs venus du cosmos pour s'enrichir et partir?

J'AI L'HABITUDE D'ENTENDRE UN AMI DIRE que lorsqu'on exerce des responsabilités publiques, à quelque niveau que ça soit, on devrait éprouver de la honte et avoir du respect au moins pour une des trois choses suivantes et agir positivement en conséquence: pour soi-même en tant qu'individu; pour les fonctions qu'on exerce; pour son pays

Malheureusement, nous remarquons que les notions de Honte et de respect sont inconnues de nos dirigeants. Sinon comment comprendre qu'un Etat puisse engager chaque année des centaines de millions de nos francs pour acheter, faire fonctionner et entretenir pour les besoins de ses courtisans, des centaines de voitures de loisirs, mais n'a jamais la présence ou la hauteur d'esprit de doter ne serait-ce que notre capitale, d'un et un seul véhicule spécialisé dans le ramassage d'ordures, à défaut d'une politique globale de gestion de ces dernières ?

A moins que comme beaucoup de Comoriens le pensent, certains des nos dirigeants actuels soient victimes du "complexe du villageois" et aient délibérément décidé de laisser la capitale, qu'ils considèrent à tort comme étant la ville des "Wa Moroni", dans un état d'abandon.

Mais, la célébration du 6 juillet 2005 dans une ambiance d'ordures, de nids de poule et d'animaux en divagation, sont autant d'éléments qui viennent confirmer ce qui se dit dans nos places publiques. D'ailleurs, la situation de notre capitale n'a rien à envier avec celle des autres grandes agglomérations du pays: avec cette différence que Moroni est le miroir et la vitrine de l'Union des Comores.

Je lance un appel à tous ceux et à toutes celles qui ont honte pour leur pays, pour qu'ils se mobilisent et mettent leur énergie, leur temps et leur imagination en faveur de la mise en place d'une structure devant réfléchir et agir pour un projet de réhabilitation de la capitale des Comores et de tous les Comoriens. Pour finir, je ne suis pas originaire de Moroni, mais c'est Ma capitale.

Zaki Ben Abdallah

*le titre est de la rédaction

L'AUTRE SANTÉ

Et si le mal africain était de s'accommoder ? Suivre des voies tracées, sans se soucier de construire sa propre pensée, seul véritable sésame lui donnant droit à une réelle place dans ce monde en marche... Fallait-il troquer le guérisseur pour le tradipraticien pour que la médecine traditionnelle retrouve ses lettres de noblesse ? Fallait-il que les grandes officines pharmaceutiques s'intéressent aux molécules contenues dans les plantes pour que celles-ci dévoilent leurs vertus thérapeutiques ? Des hommes et des femmes se sont dévoués depuis des lustres à la santé des leurs en utilisant ces mêmes plantes que découvre aujourd'hui la pharmacie. Ces guérisseurs font partie des ressources que nous devrions mobiliser; par leur génie, nous pourrions apporter une connaissance, une découverte, un savoir-faire à l'Humanité dont il faudra bien l'accepter nous faisons partie.

C'est aussi une exigence scientifique que de reconnaître ces praticiens de la médecine traditionnelle non comme de simples curiosités mais comme les partenaires d'une aventure scientifique collective. Yvette Parès (lire notre dossier) et d'autres ont ouvert la voie. Ce médecin n'a pas seulement reconnu l'efficacité thérapeutique des guérisseurs, elle a également mis en évidence leur mode de transmission des connaissances, qui devrait nous enseigner beaucoup sur nous-mêmes.

LA RÉDACTION

LA QUESTION
Médecine traditionnelle,
pour ou contre ?

RÉPONDEZ-NOUS EN INDIQUANT VOTRE NOM OU SURNOM ET VOTRE VILLAGE, À kashka2005@yahoo.fr OU À Kashkazi, BP 53 II, Moroni, Ngazidja, Union des Comores
VOS RÉPONSES SERONT PUBLIÉES DANS LE PROCHAIN NUMÉRO

Visa d'entrée La valse des dates

L'état civil comorien est réputé pour son inexactitude : les citoyens du pays ont toutes les peines du monde à faire accepter leurs documents lorsqu'ils effectuent des démarches auprès de l'administration française. Jeannette Mlanao-Amadi, une jeune femme qui a grandi à Aubagne, en a fait l'expérience et s'est vu retirer sa carte d'identité française à cause de l'inversion de son année de naissance avec celle de sa sœur (vous lirez son histoire dans un prochain numéro). Mais si les Comores sont championnes du flou administratif, la palme de la mauvaise foi pourrait

bien revenir à un guichet du service des étrangers de Marseille... "Quand je suis allée demander ma carte de séjour, j'ai évidemment fait la queue pendant des heures", raconte Jeannette. "Enfin l'employée a rempli les documents et m'a donné le récépissé. Là, je me suis aperçue qu'elle s'était trompée d'un jour : elle avait écrit que j'étais née le 19, et pas le 18, comme c'était écrit sur tous les papiers fournis dans mon dossier. Je lui ai demandé de rectifier : j'avais déjà eu assez de problèmes pour une question de date, je ne voulais rien laisser passer." Mais la dame ne veut rien entendre.

"Elle m'a dit : "Non, c'est moi qui décide." J'ai eu beau supplier, elle a refusé. Je suis revenue deux jours plus tard." Nouveau refus. "Quand ma carte de séjour est arrivée, j'ai sorti mon récépissé. Et là, qu'est-ce qu'ils me disent : "On ne peut pas vous donner la carte, les dates sont différentes." J'ai tellement crié que j'ai fini par voir quelqu'un qui travaillait dans un bureau, et ils ont rectifié à la main sur ma carte."

Quel objectif est poursuivi, sinon celui de jouer avec les nerfs des immigrés ?

Mégaphone

LE COLONISÉ

INTERROGEONS LE COLONISÉ LUI-MÊME : QUELS SONT SES HÉROS POPULAIRES ? Ses grands conducteurs de peuple ? Ses sages ? A peine s'il peut nous livrer quelques noms, dans un désordre complet, et de moins en moins à mesure qu'on descend les générations. Le colonisé semble condamné à perdre progressivement la mémoire.

Le souvenir n'est pas un phénomène de pur esprit. De même que la mémoire de l'individu est le fruit de son histoire et de sa psychologie, celle d'un peuple repose sur ses institutions. Or les institutions du colonisé sont mortes ou sclérosées... Toute l'efficacité, au contraire, tout le dynamisme social, semblent accaparés par les institutions du colonisateur. Le colonisé a-t-il besoin d'aide ? C'est à elles qu'il s'adresse. Est-il en faute ? C'est d'elles qu'il reçoit sanction.

Immanquablement, le terme devant des magistrats colonisateurs (...). Par quoi se transmet encore l'héritage du peuple ? Par l'éducation qu'il donne à ses enfants, et la langue, merveilleux réservoir sans cesse enrichi d'expériences nouvelles. Les traditions et les acquisitions, les habitudes et les conquêtes, les faits et gestes des générations précédentes, sont ainsi légués et inscrits dans l'histoire. Or la très grande majorité des enfants colonisés sont dans la rue. Et celui qui a la chance insigne d'être accueilli dans une école n'en sera pas moins nationalement sauvé : la mémoire qu'on lui constitue n'est sûrement pas celle de son peuple. Ce déchément essentiel du colonisé se trouve particulièrement exprimé et symbolisé par le bilinguisme colonial.

Le colonisé n'est sauvé de l'analphabétisme que pour tomber dans le dualisme linguistique. S'il a cette chance. La majorité des colonisés n'auront jamais la bonne fortune de souffrir les tourments du bilinguisme colonial (...).

Toute la bureaucratie, toute la magistrature, toute la technicité n'entend et n'utilise que la langue du colonisateur, comme les bornes kilométriques, les panneaux de gares, les plaques de rue et les quittances. Muni de sa seule langue, le colonisé est un étranger dans son propre pays.

Tiré de *Portrait du colonisé*, Albert Memmi, ed. Correa, 1957

CET ESPACE, MÉGAPHONE, EST LE VÔTRE. ÉCRIVEZ-NOUS SUR TOUTS LES SUJETS.

En débat

A Maoré comme dans l'Union des Comores, la scolarité est organisée exclusivement en français. A Maoré où la maîtrise du français par les élèves est la grande priorité, l'interdiction absolue de parler shimaoré dans l'enceinte de l'école montre ses limites. Des réflexions sont menées autour des méthodes d'apprentissage du français comme langue seconde. Dans l'Union des Comores, l'absence totale du shicomori des programmes éducatifs pose le problème de l'indépendance culturelle et intellectuelle du pays. Quels sont les avantages et les inconvénients de ces écoles "tout en français" ?

Moinaecha Cheikh Yahaya : C'est un handicap : on enseigne aux enfants dans une langue qui n'est pas la leur. Pour eux, c'est traumatisant, on est d'ailleurs tous passés par là.

Danial Ben Souffou : D'abord il faut constater une chose, pour ce qui est de Mayotte, il s'est passé une chose terrible après l'indépendance de 1975. Les élus ont caché au reste du monde qu'à Mayotte plus de 90% de la population ne parlait pas la langue française. Du coup, on a continué à enseigner le français ici, comme on le faisait en France métropolitaine. Inutile de rappeler tout le désastre que cela a engendré. Les mahorais rencontrent des difficultés dans l'acquisition de la langue française. Pour moi la principale raison des échecs massifs, c'est le blocage par rapport à la langue. La consigne lors des épreuves est donnée en français, ce qui constitue un blocage pour certains. On a toujours refusé de comprendre que pour qu'un enfant puisse parler une autre langue que la sienne, il doit d'abord pouvoir raisonner dans sa langue. Je ne dis pas qu'il faille instaurer dans le programme un enseignement de la langue mahoraise, mais je crois qu'il faut privilégier l'usage du mahorais lors des deux premières années de la maternelle.

Aux Comores indépendantes, Ali Soilih a lancé un système éducatif incluant l'alphabetisation en langues comorienne, arabe et française, abandonné à la chute du régime. Cette expérience pourrait-elle servir de piste aujourd'hui ?

MCY : Le système voulu par Soilih était idéal, il avait été cogité mais il n'a pas fait long feu par manque de moyens, et parce qu'Ali Soilih avait fait ça dans la précipitation. Et depuis ce temps là, ce thème fait partie des priorités de l'Etat. Il est inscrit dans le Plan directeur et dans les recommandations du programme "Education pour tous à l'horizon 2015".

Dans la pratique, les enseignants utilisent-ils la langue maternelle quand ils en ressentent le besoin ?

MCY : La majorité des enseignants d'aujourd'hui ont enseigné en comorien sous Soilih et ont donc continué à utiliser la langue. Mais ce n'est pas pédagogique car il n'y a pas de programme conçu pour.

Marie Youssouf Ali : Avec les tous petits enfants, qui ont peu de vocabulaire, on commence en comorien et on n'introduit le français

AVEC :
MOINAECHEA CHEIKH
YAHAYA, LINGUISTE
MARIE YOUSOUF ALI,
INSTITUTRICE À NTSUDJINI
DANIAL BEN SOUFFOU,
CONSEILLER PÉDAGOGIQUE
À MAORÉ
LISA GIACHINO,
JOURNALISTE À KASHKAZI

qu'au second trimestre. Et avec les CP, on fait un mois en comorien, à l'oral, pour qu'ils s'habituent à parler, car il y a des enfants timides et il faut éviter de créer des frustrations. Ensuite on attaque le français. Mais il faudrait que l'enseignement du comorien soit plus organisé, car le vocabulaire typique a tendance à s'effacer. Des parents d'élèves mélangent beaucoup de mots de français au comorien. Mais on ne va pas aller parler comme ça aux notables devant la mosquée !

Quels sont les avantages éducatifs et les inconvénients de l'utilisation des langues maternelles à l'école ?

MCY : Si l'enfant apprend à compter et à lire dans sa langue, il est pédagogiquement préparé.

MYA : La langue comorienne n'est pas internationale. Mieux vaut mélanger les deux. A Madagascar ils ont voulu tout faire en malgache et maintenant ça pose problème : ils ont des gens qui savent tout faire et qui sont bloqués parce qu'ils ne parlent pas français. Mais il vaut mieux commencer avec la langue maternelle, pour que l'enfant puisse comparer les mots.

DBS : En maternelle, c'est la période de socialisation, pourquoi diable la socialisation ne se fait pas en mahorais ? C'est là où l'enfant va apprendre les règles de vie, hors du milieu de la famille... en enseignant le mahorais, l'enfant va aller à l'école en se disant que sa langue a une importance... mais aujourd'hui, le petit enfant se retrouve frustré car les structures de sa langue ne lui sont pas enseignées... les deux premières années de la maternelle doivent se faire en mahorais, il doit y avoir cohabitation des deux langues... et puis en 3^e année insister plus sur le français.

Quels obstacles faudrait-il surmonter pour inclure le shicomori dans les programmes ?

MCY : Il faudrait préparer les enseignants et élaborer une documentation didactique. Cela demande du temps, des moyens et une volonté politique.

DBS : La méthode d'apprentissage de la langue française à Mayotte dépendra du statut qu'on donne à la langue française. La question qui se pose, c'est est-ce qu'il y a un conflit permanent entre les deux langues à Mayotte ? Moi je pense qu'il n'y a pas de conflit parce que quand je parle le français, je n'ai pas l'impression de m'acculturer. La langue mahoraise, -comorienne- est aussi riche que la française. Mais il ne faut pas substituer la langue mahoraise à la langue française. Le support du mahorais est un point de départ pour accéder à la langue française. Le hic, c'est que la langue mahoraise n'est pas structurée. Aujourd'hui le tabou sur les langues régionales est levé, il est urgent que les linguistes planchent sur une structure pour cette langue.

RECUEILLI PAR LG ET ND



Gi-dessus : dans une classe de Maoré. Au tableau, du français. En bas, une élève, toujours dans une classe mahoraise.

Faut qu'ça sorte

INTÉRÊTS

Dans son allocution à Sima le 4 août lors du lancement de la journée internationale des micro-crédits, le Président de l'île de Ndzuan, Mohamed Bacar a déclaré : "J'ai une dent contre les grandes Banques qui opèrent chez nous. La BIC, la BDC ou la CCP. Je m'adresserais plus particulièrement à la Banque de Développement des Comores ; apportez-moi un prénom de quelqu'un qui a emprunté de l'argent chez vous et qui n'est pas sorti dans la misère. Si ce n'est que vous l'avez criblé d'intérêts et de je ne sais quoi jusqu'à le ruiner (...). Pour ce qui est de la BIC, elle est devenue la Banque des riches qui empruntent un million pour encaisser un million cinq...".

Courageux constat. C'est la première fois qu'une grande autorité s'insurge contre des pratiques courantes mais jamais dénoncées ouvertement.

ACCUEILLANT

C'est en une -sur fond jaune fluorescent s'il vous plaît- du journal *Le Mahorais* daté de mardi 9 août : "Le Mahorais souhaite la bienvenue à tous les nouveaux arrivants". C'est gentil. Surtout vis-à-vis de tous les Comoriens qui entrent chaque nuit "clandestinement" dans l'île. Ce journal, qui donne une grande place aux discours de l'UMP, ne nous avait pas habitués à tant de sollicitude envers les sans-papiers... A moins qu'il n'entende, par nouveaux arrivants, les wazungu seulement ?

PAF !

Ironie du sort : nous venons d'apprendre, par *Le Mahorais*, que notre journal porte le même nom que l'une des vedettes de la police aux frontières (PAF) de Maoré. Ne serait-ce pas ça, qu'on appelle les vents contraires ?

Kashkazi

Hébdomadaire de l'archipel des Comores éditée par la SARL BANGWE PRODUCTION 1ère année
BP 5311, Moroni, Ngazidja, Union des Comores
Tel. Fax : (00 269) 73 17 70
e-mail : kashkazi2005@yahoo.fr

Directeur de la publication : Kama'Eddine Saindou
Rédactrice en chef : Lisa Giachino
Rédaction : Rémi Carayol, Nassif Djilani (Maoré), Kamal Ali Yahoudha (Ndzuan) Mrs-Ati (Mwali)
Responsable commercial : I. Antwioudine Ali Hamidi
Collaborateurs : Mouridi Aboubacar, Bori D'chimbo, Soufi Elbadawi, Salim Hatubou, Ali Saindou, Syfia International
Impression : Graphica Imprimerie, Moroni

LA SEMAINE PROCHAINE : POURQUOI LA VIE EST SI CHÈRE À MORONI ?

LES "BOUCS ÉMISSAIRES" MANIFESTENT À MORONI

MARDI À NGAZIDJA, LES FONCTIONNAIRES ÉTAIENT DANS LA RUE CONTRE LE DÉCRET AZALI.

"**N**ON À LA STIGMATISATION DE LA FONCTION PUBLIQUE" protestait une banderole du cortège qui a défilé mardi matin dans les rues de Moroni jusqu'à la place de l'Indépendance. Au nombre de 1.200 selon la Confédération des travailleurs et travailleuses des Comores (CTC), à l'origine de cette marche pacifique, les manifestants protestaient contre le décret relatif à la Fonction publique signé le 29 juillet 2005 par le président de l'Union Azali Assoumani. Ce décret suspend le recrutement de fonctionnaires et agents de la Fonction publique, excepté "en cas de besoin réel de l'administration" et "sur délibération du Conseil des ministres". Il annule également les actes administratifs de titularisation, avancement, bonification, intégration et régularisation pris après le 1er septembre 2003. En revanche, il ne prévoit pas de "licenciement sec", comme cela a été affirmé à plusieurs reprises. Mais il prend place dans une batterie de mesures difficiles à avaler pour la plupart des agents.

Lancé au mois d'avril, le projet "Appui à la mise en place d'une administration performante, adaptée au nouveau cadre institutionnel, efficace et financièrement soutenable", qui émane de la communauté internationale, a en effet émis des propositions qui ont pour principal objectif de réduire la masse salariale. Annulation d'avancements, ponctions sur salaires... les mesures préconisées



sont douloureuses. De nombreux agents ont le sentiment d'être sacrifiés inutilement aux exigences budgétaires internationales et de servir de bouc émissaire du gouvernement. Ce d'autant plus que, comme l'avoue Mohamed Ahmed, secrétaire général de la vice-présidence chargée de la réforme de l'Etat, les mesures ont pour l'instant été élaborées

Mardi, place de l'Indépendance à Moroni.

sans concertation avec la société civile.

Le point sur les revendications de la CCT, avec Salim Soulaïmana, secrétaire national, et Ahmed Abdallah, chargé des retraités et des travailleurs migrants, et sur les arguments du gouvernement, avec Mohamed Ahmed.

LE DÉCRET EST-IL ILLÉGAL ?

Pour la CCT, le décret du 29 juillet est contraire à la loi du 24 janvier 2005 sur la Fonction publique. "En vertu de l'article 25, seule la Haute autorité ou le Conseil supérieur de la Fonction publique sont censés mettre en marche la réforme", affirment les syndicalistes. "La

ÉPIDÉMIE DE ROUGEOLE À NDZUANI

Plus de 766 cas de rougeole ont été dépistés à Ndzuani. Les districts les plus touchés sont ceux de Domoni et Pomoni. Le Représentant-résident de l'Unicef, qui finance le programme de lutte contre cette épidémie, et le Vice président de l'Union en charge de la santé, se trouvent actuellement dans l'île pour mettre en place un mécanisme d'intervention d'urgence de lutte contre la rougeole. Celui-ci vise à renforcer la surveillance de la maladie et à améliorer la vaccination pour freiner la propagation de la maladie.

MAORÉ DANS PLAY-BOY (?)

Jean-Yves Gougoud, photographe amoureux de l'île au lagon, et Martina Marie-Anne Aitoletti, mannequin finlandaise, étaient à Maoré cette semaine pour réaliser des prises de vue. Les photos alimenteront un calendrier, le magazine finlandais *7 Puivaa* ; et certaines paraîtront dans le magazine de charme américain *Play Boy*. "Mayotte est une très belle île, même si par endroit elle demeure encore sale, mais j'aime son côté sauvage, c'était le coin idéal pour ce genre de photo", affirme Jean-Yves Gougoud. "J'ai pris soins de montrer tout ce qui fait le charme de l'île, en prenant soin de ne pas me limiter aux cocotiers et aux belles plages." Martina Marie-Anne Aitoletti était également membre du jury de l'élection de Miss Mayotte.

MUTSAMUDU : SAISIE D'ARMES DE GUERRE CHEZ MESMER

LE SPECTRE D'UN PUTSCH EST À NOUVEAU DANS L'AIR À NDZUANI.

LA GENDARMERIE ANJOUANAISE A MIS LA MAIN SUR UN STOCK D'ARMES de guerre (2 kalachnikovs, 1 fusil manurin, une grenade offensive et des cagoules) au cours d'une perquisition samedi dernier au domicile du dénommé Ouchouayouidine Abdallah Bacar alias Mesmer. Selon la gendarmerie, cette prise aurait un lien direct avec la tentative de déstabilisation du mois de juin dernier visant à renverser le président de l'île, le colonel Mohamed Bacar. Depuis cette tentative avortée, le gouvernement a renforcé la surveillance et le renseignement dans les milieux suspects. C'est d'ailleurs dans ce cadre que la gendarmerie a perquisitionné dans la matinée du dimanche chez Ali Youssouf Rachidi à Mutsamudu. L'homme a réussi à s'échapper, mais les gendarmes ont mis la main sur un deuxième stock d'armes et sur des caisses de munitions. Commentant cette double perquisition,

la Radio télévision anjouanaise (RTA), proche du pouvoir, a directement accusé Abdallah Mohamed, considéré comme le principal opposant au président anjouanais, d'être le "cerveau du putsch manqué de juin dernier". Toujours selon les mêmes sources, celui-ci se trouverait à Moroni où il "poursuit ses actions subversives tendant à renverser le régime actuel à Anjouan ou à assassiner le Président Mohamed Bacar. L'affaire Mesmer s'inscrit donc, dans le cadre de ces manœuvres sordides et criminelles".

DEMI-FRÈRE D'ABDALLA MOHAMED, LE NOMMÉ MESMER a fait l'objet d'une première arrestation pour le coup manqué de juin dernier, mais il a été relâché faute de preuves suffisantes contre lui. Le procès avait reconnu la responsabilité d'Abdallah Mohamed, Kamal Soumeth et Souloïne Mdere. Absents du procès, ils avaient été condamnés à

des peines de 5 ans d'emprisonnement dont 3 ans fermes plus une amende de 500.000 fcs (plus de 1.000 euros).

Ces dernières perquisitions auront certainement des répercussions dans le paysage politique de Ndzuani où le spectre d'un putsch est dans l'air et dans les esprits. Une psychose qu'entretient en partie la radio de l'île dans ses commentaires : "La série de déstabilisations dont est victime l'île autonome d'Anjouan, particulièrement ces derniers temps, a deux causes. La première est l'approche de la fin de mandat du Président Azali, qui n'arrive toujours pas à accepter l'idée de quitter les rennes du pays. La deuxième cause est purement intérieure à l'île de Ndzuani, où certaines personnes qui ont eu à assumer par le passé des hautes responsabilités estiment que eux seuls, méritent d'être au pouvoir."



MAORÉ A SA MISS

Un jury de personnalités de l'île a élu samedi soir Naima Bacari Miss Mayotte 2006. Originaire de Sada, cette jeune femme de 18 ans est en lère littéraire. Elle participera à l'élection de Miss France, le 3 décembre à Cannes.

KAY

“TOUS LES VOYANTS SONT DANS LE ROUGE”

LE NOUVEAU DIRECTEUR D'EL MAAROUF CHERCHE UNE ISSUE À LA CRISE DE L'HÔPITAL DE MORONI.



POUR LES BLOUSES BLANCHES, LA MARCHÉ PACIFIQUE DE MARDI, à Moroni, avait une couleur particulière. Le personnel de l'hôpital protestait contre les arriérés de salaires et les mesures gouvernementales, mais également contre toute une série de problèmes qui placent El Maarouf dans une situation de crise et de malaise. Non contents de manifester, les agents ont entamé une grève et menacent, si rien ne leur est proposé, de supprimer le service minimum à partir de mardi prochain. Le nouveau directeur, le pédiatre Abdallah Isslame, a pris ses fonctions effectives le 2 août. Pour lui, l'hôpital ne pourra pas s'en sortir sans de "sérieuses mesures d'accompagnement".

ces gynécologiques pendant la matinee mais sinon ce n'est pas tenable. Nous sommes obligés de faire appel à des spécialistes de l'extérieur.

Après la manifestation, une négociation a eu lieu entre vous-même et le personnel ?

Nous sommes en négociation permanente. Quand je suis arrivé il y a deux semaines, il y a déjà eu une grève qui a été suspendue... En ce moment, on fait face à une double grève. Les paramédicaux réclament leurs arriérés de salaires et leurs indemnités. Les praticiens posent la problématique de leur statut, de leur place dans le système de santé, et demandent des outils de travail.

Que pouvez-vous leur répondre ?

La situation est difficile. L'hôpital est très endetté, à l'intérieur (auprès du personnel) comment à l'extérieur, auprès des fournisseurs. C'est un cercle vicieux. Il y a une baisse de la fréquentation, les agents sont découragés et le climat social est très tendu. Moi, je n'ai pas de budget, je ne peux même pas établir de plan d'action.

Comment sortir du cercle vicieux ?

J'ai demandé aux autorités que des mesures d'accompagnement très sérieuses soient prises. Il faut remettre

les compteurs à zéro pour qu'enfin on cesse le bricolage et que tout le monde se remette au travail. Il faut aussi revoir le statut du personnel hospitalier. Et que les spécialistes qui lui manquent soient mis à disposition de l'hôpital. Il faut aussi mettre en place les organes consultatifs et de contrôle. Il n'y a même pas de Conseil d'administration, ni de Conseil médical ! Bref, la gestion actuelle est obsolète, il faut mettre en place une gestion moderne de l'hôpital. C'est un très gros chantier : pour remettre les compteurs à zéro, il faut 130 millions de francs comoriens. Ensuite on pourra peut-être faire appel à la coopération. Mais la coopération ne nous aidera pas si on n'a pas une institution dont le fonctionnement est clair et normal.

Quelles ont été les réactions des autorités à vos propositions ?

J'ai eu des promesses. J'attends. Tous les clignotants sont au rouge, on ne peut pas continuer comme ça. Si les gens veulent avoir un hôpital, il faut qu'il y ait un sursaut. Du personnel, de la direction, du gouvernement mais aussi de la population.

Les grévistes menacent de supprimer le service minimum si rien ne leur a été proposé mardi prochain. Comment réagissez-vous ?

C'est une décision très grave mais qui ne dépend pas seulement d'ici. Si on abandonne tout, c'est que la tutelle, les autorités auront aussi abandonné. Il faut que la population comprenne l'angoisse et le découragement des agents, qui accumulent les frustrations depuis des années, qui ont été dénigrés par tout le monde. Mon ambition, c'est de remettre le malade au centre de nos préoccupations. Aujourd'hui, le personnel a d'autres préoccupations. Beaucoup sont légitimes, mais on ne discute plus du malade. Il faut que les agents et la population se réapproprient EL Maarouf. Que l'on sorte de la méfiance et du découragement.

RECUEILLI PAR LG

●●● première chose à faire est de mettre en place ces organes compétents." Selon Mohamed Ahmed au contraire, "nous devons mettre en place ces institutions mais cela ne supprime pas les prérogatives du président".

LA "RECETTE" EST-ELLE EFFICACE ?

"Cette réforme n'est pas la première", rappelle la CCT. "Il y a déjà eu des ponctions sur les salaires en 1985 et 1994. Cela n'a rien donné. 11 ans après, on ressort la même recette. Le mal n'est pas au sein de la Fonction publique. Toute réforme doit s'inscrire dans un cadre global." Cependant les auteurs du projet espèrent réaliser plus de 2 milliards de francs comoriens d'économies. La mise en place du fichier informatique est censée faciliter le contrôle de la masse salariale et éviter les abus. Une répartition claire des fonctions et des budgets entre les îles et l'Union, chapeautées par la Haute autorité à la Fonction publique, doit en théorie favoriser une meilleure gestion. Reste à voir la pratique...

POURQUOI CE DÉCRET MAINTENANT ?

Le décret présidentiel est présenté comme un ajustement de dernière minute aux exigences internationales, en prévision de la Conférence des bailleurs de fonds. "Le budget prévoyant 11 milliards de francs comoriens de masse salariale pour toutes les entités (Union et îles, ndr) a été voté en février", explique Mohamed Ahmed. "Actuellement nous sommes à 14 millions. Il a fallu du temps pour que le budget soit adopté et promulgué, et pour que le projet d'appui fasse des propositions. Mais on doit absolument résoudre le problème d'ici novembre. C'est pour ça que ce décret est sorti maintenant." Pour la CCT, "il y

a eu dérapage parce que l'orthodoxie monétaire n'a pas été respectée. La condition du paiement régulier des salaires jusqu'en juin n'a pas été respectée. Avril 2005 n'est pas bouclé."

ASSAINISSEMENT OU MESURES DISCIPLINAIRES ?

Pour le syndicat, "l'assainissement fait partie de la gestion normale de la Fonction publique : éliminer les doubles salaires, supprimer les dossiers des personnes décédées ou qui ont abandonné leur poste..." En revanche, l'annulation des intégrations et promotions enregistrées depuis 2003 ne passe pas. La CCT l'assimile à une sanction disciplinaire et conteste son caractère rétroactif. A la vice-présidence, on affirme que tous les avancements enregistrés depuis septembre 2003 sont abusifs. "Deux avancements ont eu lieu en mai et septembre 2003 pour combler les retards", indique Mohamed Ahmed. "Mais par la suite, 800 agents ont bénéficié d'autres avancements illégaux. Les fichiers ont été manipulés."

LES MESURES SONT-ELLES INJUSTES ?

La CCT souligne la stigmatisation subie par les fonctionnaires, et notamment les fonctionnaires moyens, rappelant que 60% des agents gagnent entre 17.500 et 60.000 francs comoriens (entre 34 et 120 euros). Elle demande que des mesures concernant les frais des hauts fonctionnaires -et notamment les voitures de fonction- soient prises. De son côté, Mohamed Ahmed admet que les mesures de ponction sur salaires sont "dures". Mais il assure que les salaires de moins de 50.000 francs comoriens (100 euros) ne seront pas ponctionnés.

LISA GIACHINO

MAORÉ : LA SOGEA EN GRÈVE POUR UN DÉLÉGUÉ

LA MUTATION D'UN DÉLÉGUÉ SYNDICAL DE L'UNITÉ DE DESSALEMENT D'EAU DE MER A MIS SES COLLÈGUES EN ROGNE.

LE PERSONNEL DE LA SOGEA, LA SOCIÉTÉ QUI GÈRE LA DISTRIBUTION D'EAU potable à Maoré, s'est mis en grève illimitée mardi suite à la mutation en Grande Terre de Fahar Ousséni, délégué du personnel de l'unité de dessalement de Pamandzi (Petite Terre). Les grévistes ont procédé à des coupures par secteur à partir de midi et ont fermé les vannes pour l'ensemble de l'île sans indiquer les lieux ou les heures.

Cette annonce de mutation a entraîné une dégradation du climat au sein de l'entreprise. Les syndicats demandent "la réintégration de [leur] collègue à son poste habituel ; une plus grande transparence quand aux décisions des responsables de la Sogea ; l'arrêt des abus de pouvoirs répétitifs dont le personnel est victime tels que le travail à domicile du responsable de dessalement entres autres ; la présence effective des responsables de l'unité de dessalement à leur poste".

Selon les grévistes, Fahar Ousséni, à qui la direction reproche notamment ses "activités annexes" à RFO, a été convoqué en entretien

"ACCUSÉ DE SORCELLERIE"

par le moyen d'une lettre comportant la mention "sanctions pouvant aller jusqu'au licenciement". Les agents dénoncent des mesures disciplinaires "sans motif clair", visant selon eux à "se détacher d'un délégué syndical encombrant". Ils affirment que leur collègue sanctionné est le seul à pouvoir les représenter. "Je ne me sens pas de partir car je ne veux pas laisser tomber mes collègues", a déclaré l'intéressé.

Par ailleurs, une histoire étrange s'est mêlée aux revendications : selon certains grévistes, le délégué syndical serait "accusé de sorcellerie". "Du point de vue juridique, tout patron a le droit de muter son personnel, mais le fait de l'avoir annoncé dans une lettre de convocation mentionnant des "sanctions pouvant aller jusqu'au licenciement" pose un problème", souligne Boinali Said. Pour le secrétaire général de la Cisma, "il y a mésintelligence entre l'employé mahorais et son patron m'zungu". Des tensions et des incompréhensions récurrentes dans les sociétés et l'administration mahoraises.

NASSUF DJAILANI

DERNIÈRE MINUTE

Dans l'article de la page 8, "La solution est ailleurs", nous indiquons que la réaction des autorités anjouanaises se fait toujours attendre. Elles est finalement arrivée, trop tard pour pouvoir la glisser dans l'article. La voici. Le ministre de l'Intérieur et de l'Information de l'île autonome, Djaffar Allaoui, se dit "réservé" quant à ce qu'il qualifie de "politique musclée". Selon lui, "loin de régler la problématique mahoraise, cette volonté policière à reconduire des Comoriens à la frontière agace, divise et humilie. Mayotte a largement exprimé une volonté politique de rester sous la bannière de la France. Cela ne peut pas se faire au détriment des Comoriens des autres îles. Et pour que survivent les aut-

res entités insulaires, il faut dépasser les hypocrisies et les blocages absurdes pour s'asseoir autour d'une table et jeter les bases d'un ensemble intégré.

Le ministre de l'Outremer, Monsieur Baroin, n'a pas intérêt à agir à contre courant et surtout en inadéquation des réalités nouvelles. Le débat, aujourd'hui, est à l'heure de l'apaisement et non au renforcement des méthodes policières. Mettre à la disposition de la Police aux frontières un bateau militaire pour le renvoi des Comoriens poserait un sérieux problème de souveraineté. Elle obligerait les passeurs à adapter leurs méthodes par rapport à la nouvelle donne. Ce serait l'escalade. A qui profiterait ce crime ?"

AÉROPORTS SECONDAIRES : UNE NAVIGATION À VUE

L'ÉTAT DES AÉROPORTS SECONDAIRES COMORIENS N'ÉTAIT DÉJÀ FOLICHON. IL S'EST EMPIRÉ APRÈS L'AVÈNEMENT DE L'AUTONOMIE DES ÎLES.

EN DÉCEMBRE 2002, UN AÉRO-NEF RELIANT NGAZIDJA À NDZUANI s'écrase après une tentative infructueuse de se poser sur la piste de l'aéroport de Ouani. Le crash fait un mort et plusieurs victimes, qui ignorent encore aujourd'hui les circonstances de ce drame. C'est le seul crash en trente ans de navigation intérieure. Si l'on peut dire que le ciel comorien n'est pas plus dangereux que les autres, l'aboutissement de l'enquête sur cet accident aurait contribué à élucider ce qui s'est réellement passé et à tirer des enseignements en vue d'améliorer la sécurité. A la direction de l'Aviation civile comorienne, on affirme que les aéronefs assurant le trafic inter-îles sont inspectés tous les six mois. Les nouveaux appareils sont également soumis à tous les contrôles réglementaires avant leur exploitation. Si le risque zéro n'existe pas, l'aéroport principal de Hahaya dispose cependant d'un outil performant et capable de répondre à toutes les éventualités.



Mais ce qui est vrai pour l'aéroport international Prince Saïd Ibrahim ne l'est pas pour les deux autres aéroports de Ndzuani et Mwali. Deux aéroports dit secondaires, qui jouent pourtant un rôle primordial par l'importance du trafic et par leur rôle essentiel dans le maintien de la continuité territoriale, indispensable pour un pays.

nomie pour recueillir et livrer des précisions sur la vitesse du vent, la visibilité ou encore la pression à temps réel. On y utilise encore le système "Beaufort" pour interpréter l'évolution du vent. Un système traditionnel qui se réfère à des observations physiques telles que le mouvement des feuilles des arbres et autres éléments de ce type, et qui aboutit à des estimations plus ou moins justes des réali-

"TANT QU'IL FAIT BEAU COMME MAINTENANT, LES PILOTES NAVIGUENT À VUE"

ALI ABDU

"Ces deux aéroports opèrent dans des conditions qui ne répondent à aucune norme" indique Ali Abdou, Chargé des programmes et de la planification à la direction de l'Aviation civile. Un constat sévère mais objectif, qui prend en compte les principaux critères d'appréciation de la sécurité aérienne, à savoir l'efficacité opérationnelle des moyens matériels et la qualité des ressources humaines. Deux critères qui font défaut aussi bien à Ouani (aéroport de Ndzuani) qu'à Bander Salam (aéroport de Mwali).

AUCUN DE CES DEUX AÉROPORTS NE DISPOSE des conditions minimum de sécurité. Pas de véhicule de lutte contre les incendies. Pas d'équipements adéquats pour la surveillance météorologique. Pas de marquage lumineux au bord de la piste. La situation est plus alarmante à Mwali, où l'aéroport n'a aucune auto-

L'aéroport de Ouani, à Ndzuani. L'entrée unique représente une contrainte supplémentaire pour le pilote.

quel le directeur général adjoint de l'Aviation civile. Or ces instruments n'existent pas. Ce vide aurait pu être pallié par un réseau de communication reliant en temps réel les trois aéroports comoriens. Ce qui n'est pas encore le cas.

Les effets de ce tableau guère reluisant seraient amoindris si à tout cela ne s'était ajouté un sérieux problème de qualification du personnel exerçant dans le secteur. Le cas le plus flagrant de ces dysfonctionnements est celui de Mwali où, pour des raisons de copinage politique, les autorités de l'île ont préféré se passer des services d'un spécialiste afin de nommer à la tête de l'aéroport un commandant sans aucune qualification en matière de navigation aérienne. Pour les responsables de l'Aviation

civile, ces difficultés ne sont pas insurmontables. Mais elles ont été alourdies par le nouveau cadre institutionnel qui veut que chaque île prenne en charge la maîtrise de son aéroport. Cette organisation a retardé les investissements qui étaient prévus, sans donner lieu à des solutions d'échanges dans les îles.

Le choix d'une rénovation de l'aéroport de Ouani par les autorités anjouanaises n'est pas la priorité aux yeux de l'Aviation civile comorienne. Celle-ci doit porter sur *"la formation du personnel et le renforcement des équipements des plate-formes"*, insiste Ali Abdou, qui précise toutefois que *"les financements internes ne suffiront jamais"* à ramener ces sites au niveau des normes requises.

KAMAL'EDDINE SAINDOU

Aéroports sans clôture

L'ABSENCE DE CLÔTURE PROTÉGÉANT LES TROIS AÉROPORTS est inacceptable.

Aucune raison, même celle de l'incivisme de nos concitoyens qui se seraient arrachés les derniers mètres de grillage qui entouraient le site de Hahaya, ne justifie de prendre le risque d'une catastrophe. L'incident de la semaine dernière - un animal en divagation sur la piste a contraint le pilote d'un appareil en atterrissage à remettre les gaz pour éviter un accident-, est une grave alerte. D'autant plus que la hauteur de la tour de contrôle de l'aéroport de Hahaya ne donne pas sur toute la longueur de la piste d'atterrissage. *"Même avec des jumelles, il est difficile de voir le bout de la piste en raison des arbres qui cachent toute la partie Nord"*, se plaint un technicien de l'aéroport. Pour ce dernier, Hahaya devrait disposer, comme les autres aéroports de cette taille, d'un système de télésurveillance permettant aux opérateurs de la tour de contrôle d'avoir une visibilité sur l'ensemble de la plateforme. D'autres incidents de cette nature ont eu lieu à Mwali sans provoquer des accidents heureusement. Faut-il attendre que cela arrive avant de réagir ? Pour une clôture, il serait dommage de se faire une mauvaise publicité.

NOUVEAU PATRON POUR LE PNUD

Kemal Dervis, ancien ministre ture des Affaires économiques, membre de la Convention européenne et haut dirigeant de la Banque mondiale, a pris ses fonctions cette semaine en tant qu'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement (Pnud). Economiste, M. Dervis est le premier ressortissant d'un pays bénéficiant d'une aide au développement - plutôt que d'un pays donateur - à se retrouver à la tête du Pnud. *"Diriger une institution qui se trouve à la pointe du combat des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté et la gouvernance démocratique est à la fois un défi et une opportunité dans le monde complexe dans lequel nous vivons. Je suis heureux de commencer à travailler au Pnud"*, a-t-il déclaré.

RECTIFICATIF

Une erreur de calcul s'est glissée en page 7 de notre numéro 1. Dans "Maoré-Ngazidja : quels prix ?", il fallait lire que les 2.000 francs comoriens par consultation à l'hôpital El Maarouf sont équivalents à 4 euros environ, et non pas 8 euros. En comparaison, une consultation au Centre hospitalier de Mayotte coûte 10 euros mais donne droit à des prestations plus importantes.

... AÉROPORTS SECONDAIRES (SUITE)

LE TRAFIC INTER-ÎLES EN CHIFFRES

Malgré une tenue irrégulière des statistiques aéronautiques, les données disponibles à la direction de l'Aviation civile affichent une hausse continue du trafic intérieur depuis 1999. Les mouvements d'avions -arrivées et départs- enregistrés en 1999 s'élevaient à 1.718 pour un total de 22.796 passagers. Après une chute inexplicable en 2000 avec 1.590 mouvements seulement pour un peu plus de 20.000 passagers, le trafic a repris une croissance régulière pour atteindre près de 35.000 passagers en 2002 pour 3.004 mouvements enregistrés. Une tendance en progression selon les chiffres encore incomplets de 2003 et 2004.

Ces données enregistrées à l'aéroport de Hahaya, n'intègrent pas le trafic non moins important sur les tronçons Ndzuani/Mwali, Maore/Ndzuani. Si le bateau reste encore le premier moyen de transport inter-îles, les responsables du service des statistiques aériennes notent un intérêt croissant des Comoriens pour le ciel. Une évolution qui pourrait s'expliquer par la reprise de la circulation entre les îles ; celle-ci s'était très réduite durant les premières années de la crise séparatiste. Le développement de la flotte comorienne qui compte trois compagnies assurant une desserte régulière entre les quatre îles de l'archipel est une autre explication de cette tendance. Il faut toutefois souligner que les Comoriens sont plus nombreux à voyager vers l'extérieur du pays.

POUR S'AMÉLIORER, OUANI COMPTE SUR LA COOPÉRATION

"UN MANQUE ÉVIDENT DE SÉCURITÉ", RECONNAISSENT LES AUTORITÉS.

UNE PISTE VÉTUSTE DONT LE DERNIER AMÉNAGEMENT DATE DU SIÈCLE DERNIER. Une balise NDB (omnidirectionnelle), un manche à air, des informations météo et un contrôleur de tour équipé d'une radio VHF. Voilà pour la fiche technique de l'aéroport de Ouani.

Depuis longtemps le périmètre est laissé à la merci des animaux en divagation, sans omettre les paysans qui se servent souvent de la piste comme raccourci en revenant des champs, faute de clôture. Il y a quelques semaines, un malade mental se trouvait au milieu de la piste. Heureusement que le pilote d'un aéronef en phase d'atterrissage l'a aperçu et a prévenu à temps la tour de contrôle.

Un seul moyen de transmission est opérationnel. Un VHF dont la portée permet de prendre en charge les aéronefs dix minutes seulement avant l'atterrissage. Les infrastructures météorologiques sont elles quasi défectueuses. "Ce triste bilan pourrait s'améliorer avec un minimum de volonté politique. On néglige tout ici, en se disant qu'un mécène se présentera devant nos portes à coup de bâton magique pour changer les choses" se révolte un agent qui exerce à l'aéroport de Ouani depuis une bonne dizaine d'années. "On pourrait mieux faire avec les quelques recettes que nous faisons. Il était possible d'arrêter l'hémorragie depuis longtemps, nos dirigeants ont laissé faire et voilà qu'aujourd'hui il faut des millions pour remettre cet aéroport aux normes", ajoute-t-il.

"ON POURRAIT MIEUX FAIRE AVEC LES QUELQUES RECETTES QUE NOUS FAISONS"



La tour de contrôle de Ouani.

Un agent de ce report de cette île pour un accord de coopération. Car le prolongement de la piste de l'aéroport de Dzaoudzi, et la rénovation de ses infrastructures ont entraîné le remplacement d'un certain nombre de matériels que Ndzuani pourrait récupérer. "Il y aurait possibilité d'avoir une assistance pour baliser la piste. Un camion incendie, un portique à bagages à rayon X et beaucoup d'autres outils seront mis à notre disposition afin de mieux préparer l'avenir" explique Saïd Naffion Zarkache, le "Monsieur transport aérien" du ministère des transports anjouanais.

UNE AIDE ACCORDÉE PAR L'ÎLE MAURICE EST ÉGALEMENT consacrée à la rénovation de l'aérogare et à la construction d'un salon d'honneur. Deux projets de prestige contre un seul jugé prioritaire, à savoir la clôture du site dont les travaux viennent de débiter -selon le ministère des transports. Quand à la formation des hommes, un stage de perfectionnement de qua-

tre agents en météorologie devrait se dérouler prochainement à Moroni, indique S. Naffion.

Si tout le monde renvoie les causes de l'inertie à la conjoncture économique du pays, "il ne faut pas non plus négliger le rôle moteur que joue le transport aérien dans le développement économique et humain d'une île", confie le conseiller technique du Ministère des transports en charge du dossier avec Maoré, Mohamed Ahmed Hazi. Mais pour les autorités anjouanaises, "seule l'adhésion des Comores à l'Aseca (Agence de sécurité de la navigation aérienne en Afrique, ndlr) permettra aux deux aéroports de Ndzuani et de Mwali de hisser leur niveau de sécurité à celui des aéroports de la région, évitant ainsi des trous de sécurité pour les aéroports d'un même espace aérien". Une telle adhésion permettrait aux Comores de bénéficier du programme mondial d'audits systématiques des aéroports des pays membres, que l'IOACI (Organisation de l'aviation civile internationale) a mis en place dans le cadre de la sécurité aéronautique mondiale.

KAY & KES

JEUNES, COOLS... ET PAS VRAIMENT COMORIENS

LES JEUNES COMORIENS NÉS EN FRANCE ONT TENDANCE À OUBLIER LEUR PAYS D'ORIGINE. SUITE DE NOTRE DOSSIER SUR LA DIASPORA.

ZALHATA, 27 ANS, ET ABDILLAH, 32 ANS, HABITENT DANS UN PETIT appartement HLM (logement à bas prix) sur les pentes de la Croix-Rousse, à Lyon. Ils sont nés aux Comores et ils font tout pour aider financièrement leur famille, restée à Ngazidja, à Dembeni Badjini ouest. Pour eux, il n'est pas envisageable de ne rien faire. "Nous avons créé une association en mars dernier sur Lyon pour aider les dispensaires et les hôpitaux aux Comores", explique Abdillah. "Tous les dispensaires ferment parce que les gens ne sont plus payés. En Grande Comore, il n'y a qu'un hôpital à Moroni. Et il y a encore une loi en vigueur qui permet aux femmes d'accoucher chez elles, sans l'aide de médecin ou de sage-femme. Ce sont les grands-mères qui font les accouchements, ce qui est très dangereux."

De France, Abdillah aide sa famille. Sur place, il "aide tout le monde". "Les jeunes nés en France ne donnent plus rien" dit-il. "Ils s'en foutent, ce n'est pas leur problème. Ils ne sont souvent jamais allés aux Comores et ils ne se voient pas donner de l'argent à une famille dont ils ne entendent parler mais qu'ils ne connaissent pas."

Ceux qui sont nés aux Comores n'ont pas la même vision. "Nous savons, nous avons vu la misère. Eux ne savent pas comment ça se passe dans leur pays", précise Ibrahim, 29 ans, une voisine de Zalhata et Abdillah. Selon Abdillah, beaucoup de jeunes se coupent de leurs parents : "Des jeunes sont forcés par leurs parents à partir aux Comores. Des parents disent à leur fille de 18 ans que leur mari, qui a souvent 50 ans, est aux Comores. Tout ça parce qu'il a de l'argent. Résultat, les filles partent de la maison et se coupent de leur famille. Mes filles seront libres, on est en France ici."

LES COMORIENS DE FRANCE QUI DONNENT SE SACRIFIER souvent pour leur famille. "Ce n'est pas parce que nous vivons en France qu'on est milliardaires. Ils ne comprennent pas aux Comores. En plus, on ne sait même pas si cet argent sert vraiment à nourrir la famille. On n'en a aucune preuve. Ce sont des sous qui vont souvent directement à la poubelle. Ils sont dépensés en 24 heures", explique Abdillah. La raison ?

"ILS NE SONT PAS FRANÇAIS, PAS COMORIENS ET ILS N'ÉCOUTENT PAS LEURS PARENTS"

"Nous avons une coutume bizarre que le grand mariage. Les Comoriens sont fiers de donner plein d'argent à des gens qui font des grands mariages. J'ai donné 3.000 euros récemment, une somme énorme pour moi, et j'aimerais qu'elle aide la famille, je n'en suis même pas sûr. Il faut vraiment qu'ils arrêtent de gaspiller l'argent comme ça." Pour éviter ce gaspillage, l'Association comorienne de Lyon aidera les Comores en envoyant des médicaments ou des matelas. "Il manque de tout, des ambulances, des lits... On va travailler avec Médecins du Monde. Petit à petit, on avance. On aimerait ouvrir des dispensaires dans les régions." Mais Abdillah continuera à envoyer de l'argent à sa famille, sans savoir ce qu'il deviendra.

Pour les plus jeunes, nés en France, les Comores restent un pays d'origine situé à 10.000 kilomètres. Bien loin. Il est 12h30, Ben et Nadj ont un peu faim. Ils vont manger au McDo tout proche.

A LYON, NICOLAS VAUX-MONTAGNY

ARNAQUE DANS LE MARCHÉ DU LAIT

DES VENDEUSES DU MARCHÉ VOLO VOLO, À MORONI, DÉNONCENT UN SYSTÈME DE BAKCHICH DANS LA CIRCULATION DES MARCHANDISES ENTRE LES ÎLES.

Dans le brouhaha du marché Volo-Volo, il y a des voix qui portent plus loin que les autres. Mercredi dernier, celles de Achata et Toufiya, deux vendeuses de lait dans ce grand marché de Moroni, dénonçaient des pratiques peu orthodoxes dont elles auraient été les victimes. Récit d'une arnaque au Port de Moroni.

"C'est un monsieur qui contrôle le lait qui est l'auteur de tout ça. Je ne sais pas s'il est de l'Union ou de l'île, mais il en profite pour se venger de nous. A la veille d'une livraison de lait en provenance de Ndzuani, il est venu me demander 3 000 fc (5 euros) pour faire des achats au marché. J'ai refusé de lui donner l'argent. Le lendemain au port, le monsieur vient me trouver pour contrôler mes cinq jerricanes de lait que j'ai fait venir. Il dit que le lait est abimé et décide de jeter deux jerricanes. Je tente de le dissuader que mon lait n'a pas de problème et qu'il n'a aucune raison de le jeter. Il me propose alors de lui donner 5 000 fc (10 euros) pour me laisser sortir avec ma marchandise. Je lui ai répondu que je ne peux pas payer la taxe d'importation et lui donner encore de l'argent." N'entendant pas raison, le contrôleur jette le contenu de deux

jerricanes à la mer. Achata ne comprend pas l'attitude de ce contrôleur. "Pourquoi ce serait seulement la marchandise de Toufiya qui serait abimée et pas celle des autres ? Et puis qu'est-ce qu'il en sait lui. Il n'a même pas d'équipements pour vérifier si le lait est bon ou pas. Il se contente de jeter un coup d'œil ou de plonger sa main alors qu'il ne porte pas de gants. Nous non plus on n'a pas d'équipement, mais c'est notre travail de vendre du lait et on a l'habitude. On sait juger de la qualité du produit." L'histoire est allée jusqu'à la gendarmerie où la victime a porté plainte jeudi dernier contre le contrôleur sanitaire du port. L'affaire suit son cours.

DANS LE CONTENEUR QUI SERT DE BUREAU AU PERSONNEL du service phytosanitaire dans l'enceinte du port, on se rappelle de l'histoire mais on feint de ne pas savoir exactement ce qui s'est passé. "Je n'étais pas la ce jour-là" fait remarquer l'inspecteur, Saïd Omar Nouridine. Ce dernier soutient que souvent, le lait contient de l'eau ou qu'il est mélangé avec du lait en poudre. "Un papier millimétré de coloration (HTH) nous permet de relever ces infractions de tromperie et de falsification sanctionnées par la loi". Pour l'inspecteur du service de contrôle sanitaire, "les contestations sont rares, ce qui prouve que les importateurs ont compris l'importance de ces contrôles sanitaires et phytosanitaires pour la santé de la population". "Nous ne sommes pas non plus contre ces vérifications", réagissent les

deux plaignantes, "mais nous savons qu'il y a des bakchich qui permettent de laisser passer des produits sans contrôle". Dans l'anarchie du port de Moroni, tout est possible. Les marchandises en provenance de Ndzuani et de Mwali sont soumises à des procédures fastidieuses et déroutantes

pour les petits acheteurs, qui s'approvisionnent dans ces îles en lait frais ou caillé, bananes, produits carnés ou animaux vivants. "Toutes les marchandises qui franchissent la frontière sont soumises aux contrôles exigés par la loi", qu'elles viennent de l'intérieur du pays ou de l'extérieur, explique Saïd Omar Nouridine. Seule différence, les produits intérieurs ne sont pas assurés et toute avarie est supportée par l'acheteur. Avec deux jerricanes de lait jetés, Toufiya ne dispose d'aucune forme de recours, ni d'indemnisation. Elle ne peut engager aucune poursuite ni

contre les services sanitaires anjouanais qui n'ont pas fait les contrôles en amont, ni contre l'armateur du bateau qui n'est soumis à aucune norme de conditionnement des produits périssables.

CONTRE UNE BATTERIE DE LOIS SUR LAQUELLE ILS N'ONT AUCUNE MAÎTRISE, les petits importateurs de la banane mohélienne et du lait en provenance de Ndzuani sont des proies faciles face à une machine administrative qui multiplie les contrôles sur les lieux de transbordement comme sur les lieux d'écoulement de ces produits de consommation. Impuissants et souvent désespérés de ne jamais être entendus, ils se laissent prendre dans le filet de la corruption.

KAMAL'EDDINE SAINDOU



A droite, Achata, derrière son stand, au marché.

"LA SOLUTION EST AILLEURS"

FRANÇOIS BAROIN, LE MINISTRE FRANÇAIS DE L'OUTREMER, ENVISAGE DE RENVOYER LES SANS-PAPIERS VERS NDZUANI VIA UN BATEAU MILITAIRE. PAS DE QUOI RAVIR LES ANJOUANAIS. RÉACTIONS.

LORS DE SA VISITE À MAORÉ, FIN JUILLET, LE NOUVEAU MINISTRE FRANÇAIS DE L'OUTREMER, François Baroin, a participé à une table ronde consacrée à "l'immigration clandestine". Outre l'annonce habituelle de radars "qui détecteront au-delà du lagon les embarcations" et de vedettes supplémentaires, censés empêcher les kwassas d'atteindre Maoré, le ministre a indiqué qu'une nouvelle option était envisagée pour les reconduites à la frontière : un bateau de la marine nationale pourrait être utilisé pour faire la navette entre Maoré et Ndzuani. En effet, comme l'indiquait dans son numéro 250 le journal *Mayotte Hebdo*, "l'avion utilisé comme transport de retour vers les pays des immigrés ne remporte pas un franc succès, notamment vers l'Union des Comores. Un bateau de la marine nationale est sérieusement envisagé pour accueillir les reconduits. Des discussions avec les autorités comoriennes doivent s'engager avant de passer à l'acte".

A NDZUANI, CETTE PROPOSITION SUSCITE ÉTONNEMENT ET DÉSARROI. Ainsi, pour cet officier de la défunte armée comorienne qui a préféré garder l'anonymat, "cette décision revêt un caractère de non-respect des accords de coopération militaire et civile liant les Comores

et son ancien colonisateur depuis des années. Il est impensable qu'un jour la France ignore les relations de sang qui nous lient avec nos frères mahorais. Si la France veut faire ses reconduites aux frontières par navire militaire, c'est une première dans les annales de l'Histoire. Je me demande si cela se fait ou se fera aussi aux Antilles et dans les autres Dom-Tom confrontés aux mêmes problèmes d'immigrations clandestines." Un jeune fonctionnaire anjouanais tire quant à lui la sonnette d'alarme auprès des autorités de l'île de Ndzuani, qu'il considère comme "responsables", jugeant "qu'en aucun moment les Comores, et Ndzuani en particulier, ne doivent se laisser humilier, en donnant un feu vert à la France de faire ce que bon lui semble dans un pays indépendant et souverain. Même si quelque part les autorités de l'Union y sont pour quelque chose, puisque qui ne dit mot consent. La nouvelle union comorienne donne à l'île d'Anjouan la possibilité de remettre en cause cette décision".

Pour cette mère de famille ayant perdu deux de ses filles sur la traversée Ndzuani-Maoré par kwassa-kwassa, "c'est le nec plus ultra d'une France qui a fait d'Anjouan son laboratoire d'expérimentations en tous genres, surtout les plus humiliants. Le cobaye doit dire "non" car

trop c'est trop. Après le séparatisme, Anjouan ne doit plus endosser à elle seule le fardeau de la honte et participer à brader Mayotte. Il serait sage que la France, en attendant qu'un jour la communauté internationale se penche sérieusement sur ce cas, mette un bâton sur ses actes de provocations outrageux."

AHAMADI, MATELOT RECONVERTI DANS LE PETIT COMMERCE entre Moroni et Mutsamudu depuis que le caboteur sur lequel il officiait est interdit de séjour au port de Dzaoudzi, voit en cette décision "la finalité des Français (1) à tout faire pour réduire à l'extrême la pauvreté Anjouan et les autres îles des Comores, et faire en sorte que Mayotte ne songe pas à un seul instant regagner le giron comorien. Combien de familles vivent dans la misère à Anjouan depuis que les Français ont stoppé les touchées des bateaux comoriens à Mayotte pour des raisons sécuritaires montées de toutes pièces ?" Abdallah Mohamed Abdullatuf, vice-président de la Fondation Comorienne des Droits de l'Homme (FCDH), juge quant à lui "anormal le projet du ministre Baroin qui bafoue non seulement la souveraineté d'un Etat indépendant, mais aussi confirme les visés de la France, pays de droit, à vouloir instaurer un système proche

de l'apartheid à Mayotte, terre comorienne. Je dénonce énergiquement cette décision dont j'espère qu'elle restera dans les tiroirs des projets sans suite, mais j'en appelle aussi aux autorités comoriennes à dénoncer cette inhumaine décision qui compromettra les relations et les liens de sang qui unissent les Mahorais et leur famille comorienne. La solution de l'immigration clandestine est ailleurs. La France peut mettre 500.000 vedettes de surveillance ou de reconduite à la frontière, mais personne ne pourra arrêter un Comorien de Ndzuani, Ngazidja ou de Mwali qui veut se rendre à Maoré."

Les rares autorités anjouanaises que nous avons approchées sur ce sujet, reconnaissent l'anormalité de la décision sans se laisser aller à la dénonciation ou à une justification. Ça cogite ici et là, et la réaction finira par tomber... un jour. Ce silence est interprété par certains comme un prolongement de l'obstination des gouvernements de l'Union et des îles autonomes à s'opposer dans tout, et sur tout.

KAY

EN 2004, PLUS DE 8.000 PERSONNES ONT ÉTÉ RECONDUITES PAR LA PAF DE MAORÉ À LA FRONTIÈRE, SOIT LE QUART DE TOUTES LES EXPULSIONS RÉALISÉES PAR LA FRANCE, DANS L'ENSEMBLE DE SES TERRITOIRES (HEXAGONE ET OUTREMER).

(1) Il convient de préciser ici que si finalité il y a, c'est plus celle de la France, en tant qu'Etat dirigé par une équipe gouvernementale, que celle des Français eux-mêmes.

REPÈRES

Médecine traditionnelle : "Ensemble des connaissances et pratiques, matérielles ou non, explicables ou non, utilisées pour diagnostiquer, prévenir ou éliminer un déséquilibre physique, mental, psychique et social, et qui s'appuie sur des expériences vécues et sur des connaissances transmises de génération en génération, oralement ou par écrit."

Source : Code de la Santé publique de l'Union des Comores

dossier

MÉDECINE TRADITIONNELLE : REMÈDE OU ARNAQUE ?

LA MÉDECINE TRADITIONNELLE HORS DE TOUT CONTRÔLE

PUIT DE SAVOIR ANCESTRAL, LA MÉDECINE DES GUÉRISSEURS PEUT SE RÉVÉLER DANGEREUSE SI ELLE N'EST PAS ENCADRÉE.

RECONNUE DE FAÇON UNIVERSELLE COMME LA SOURCE DE LA MÉDECINE MODERNE, la thérapie traditionnelle est encore largement utilisée aux Comores. Pourtant, aucune véritable politique n'a pour l'instant été définie à l'égard de ces pratiques d'origine ancestrale, qui recourent des réalités diverses et se révèlent parfois utiles, parfois dangereuses. Tour d'horizon des questions soulevées par le travail des guérisseurs.

COMMENT DISTINGUER LES FUNDI VÉRITABLES DES CHARLATANS ?

On ne devient pas guérisseur (1) en passant un diplôme mais en assimilant le

savoir familial ; c'est ce qui rend difficile l'évaluation des connaissances de chacun. Saïd Hassani Mohamed, chimiste, enseignant à l'Université et chercheur associé au Centre national de documentation et de recherche scientifique (CNDRS), à Moroni, étudie depuis des années l'utilisation des plantes médicinales. Ses enquêtes sur le terrain l'ont amené à gagner la confiance de nombreux fundi. Pour lui, la compétence d'une personne se mesure à sa réputation et son rayon d'action. "On ne peut pas mesurer son efficacité si elle est consultée uniquement par des gens du village. En revanche si on vient la voir



Cliché de l'AFP pris voilà quelques années en Afrique noire occidentale, dans un stade de football.

●●● de toute la région, ou de toute l'île, c'est que ses soins sont efficaces. A Ngazidja il n'y en a pas plus d'une dizaine comme ça. Ce sont des personnes qui préparent des remèdes à base de plantes mais qui ne mêlent pas les djinn à ça. Derrière elles, il y a toute une panoplie de gens, peut-être une centaine à Ngazidja, dont la compétence n'est pas prouvée. Quelqu'un qui prescrit des médicaments modernes, par exemple, n'est pas un tradipraticien. Mais le procès ne doit pas être fait aux tradipraticiens en général. Chez les médecins modernes aussi, il y a des charlatans."

Une affirmation confirmée par le docteur Ahamada Msa Mliva, Directeur national de la Santé : "Il y a quelques années, une personne a exercé un an dans le privé avant qu'on s'aperçoive qu'elle n'avait aucune qualification. Actuellement, il n'y a pas de réel contrôle sur le terrain des médecins

modernes comme traditionnels."

LA MÉDECINE TRADITIONNELLE EST-ELLE RECONNUE PAR L'ÉTAT ?

Depuis 1993 et l'élaboration du Code de Santé publique, l'existence de la médecine traditionnelle est reconnue officiellement. Le Code prévoit la mise en place d'un département chargé des médecines traditionnelle et douce ; la rédaction d'une réglementation concernant ces pratiques ; et la définition par décret des critères de reconnaissance des "tradipraticiens", comme on les appelle dans le langage officiel. Ces mesures vont dans le sens d'une résolution de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui a pour but d'aider les pays du sud à réglementer l'exercice des soins traditionnels. "Mais nous sommes en arrière par rapport à

beaucoup de pays de la région", indique le docteur Mliva. "Pour l'instant rien n'a été réalisé, le département des médecines traditionnelles n'existe pas, il n'y a pas de cadre législatif."

QUELS SONT SES DANGERS ?

Le docteur Issulahi, conseiller technique du ministre de la Santé de Ngazidja, estime que l'absence totale de contrôle rend dangereuse toute prise de médicament à base de plantes. Premier risque : les effets secondaires. "Certaines plantes sont efficaces ou inoffensives, d'autres peuvent être dangereuses", souligne-t-il. "Tant qu'il n'y a pas eu de contrôle scientifique, le doute doit subsister." Et de citer l'exemple d'une tisane amincissante, qui a provoqué des insuffisances rénales graves chez ses consommatrices européennes,

dans les années 80 : "Des femmes ont dû être mises sous dialyse. Tout produit est filtré par les reins ou le foie et peut donc avoir des conséquences à long terme. L'expérience populaire ne peut pas s'apercevoir qu'un remède guérit une maladie mais peut en provoquer une autre, plus tard."

Autre faiblesse de la pharmacopée traditionnelle : le dosage. "Dans un cachet on sait qu'il y a tant de molécules", indique le docteur Issulahi. "Alors qu'un verre de décoction, qu'est-ce que ça représente ? Les gens ne devraient pas traiter des maux banaux avec ça alors qu'il existe des produits inoffensifs et peu chers sur le marché." Selon Said Hassani cependant, la posologie n'est pas un problème si le guérisseur connaît son métier. "On ne peut pas voir la posologie en termes scientifiques modernes si on est dans le cadre de la médecine traditionnelle", explique-t-il. "Les tradipraticiens

renommés savent très bien comment préparer leur médicament et quel effet aura celui-ci selon les quantités." Pour le chimiste, c'est plutôt l'auto-médication qui est risquée, en médecine traditionnelle comme en médecine moderne : "Une infusion ou une décoction demande une technique minutieuse. Faut-il par exemple soulever cinq minutes le couvercle pour laisser les huiles essentielles s'échapper ou pas ? Certaines mères de familles, qui utilisent les plantes les plus courantes, possèdent ces notions. Mais ce n'est pas le cas de toutes. Il peut y avoir des dérapages."

Certains produits jugés dangereux ont déjà fait l'objet de sensibilisation. "Une des plantes utilisées ici contre le diabète provoque des chutes de sucre vertigineuses et des évanouissements", indique Said Hassani. "Et on ne comprend pas pourquoi le datura, qui fait partie des ●●●

DES TRÉSORS INEXPLOITÉS

LES COMORES SONT RICHES EN PLANTES QUI POURRAIENT UN JOUR INTÉRESSER DES LABORATOIRES PHARMACEUTIQUES... ET RAPPORTER AINSI DE L'ARGENT.

LA RECHERCHE A TOUT INTÉRÊT À ÉTUDIER LA MÉDECINE traditionnelle pour que la panoplie médicale puisse être renouvelée", estime le docteur Issulahi. Les plantes médicinales ancestrales constituent en effet un vivier de molécules pour les laboratoires occidentaux. Longtemps, ceux-ci ont puisé gratuitement dans la nature, et notamment la nature tropicale, les substances qui leur permettent de fabriquer des médicaments. Les régions d'origine des plantes utilisées ne tiraient aucun bénéfice des innovations pharmaceutiques. Depuis quelques années cependant, des pays parviennent à faire valoir leurs droits sur les molécules tirées de leurs végétaux. "Madagascar a beaucoup de plantes utilisées par des laboratoires et reçoit des royalties", indique le docteur. L'un des exemples les plus spectaculaires de cette évolution se trouve en Afrique australe : une plante, le Hoodia, que les Bushmen utilisent depuis des lustres pour couper la faim, intéressait les firmes pharmaceutiques occidentales qui voulaient en faire un produit amincissant... et qui ont dû acheter les droits de cette "recette" au peuple qui vit en Afrique du sud, en Namibie et au Botswana.

DE 1990 À 1995, LE "PROJET PLANTES AROMATIQUES ET MÉDICINALES", réalisé dans le cadre de la Commission Océan Indien (COI), a permis de dresser un inventaire chimique et ethnobotanique des plantes médicinales aux Comores, à Madagascar, à Maurice, aux



De haut en bas : Said Hassani Mohamed, chimiste et chercheur au CNDRS ; Ahamada Msa Mliva, Directeur national de la Santé ; et le docteur Abderamane Issulahi.

Seychelles et à la Réunion. A l'issue de ce travail, un laboratoire s'est intéressé à une plante répertoriée sur la grande île, qui pourrait servir à la fabrication d'un médicament contre le diabète. Les Comores n'ont pour l'instant pas eu cette chance. Mais selon Said Hassani Mohamed, l'archipel recèle des richesses insoupçonnées. "Les plantes des îles ont des particularités intéressantes sur le plan scientifique", explique-t-il. "Dans la zone, les Comores sont en deuxième place, après Madagascar, sur le plan de l'endémisme (le fait de posséder des espèces qui n'existent nulle part ailleurs, ndlr). En plus, des espèces qui existent ailleurs peuvent avoir des propriétés différentes, à cause des particularités du sol. Il y a donc des potentialités." De là à les exploiter... "C'est un long chemin. Il y a tout un circuit de plusieurs années avant d'arriver à l'application et cela coûte très cher. Il n'est pas conseillé pour un pays du Tiers-Monde de se lancer dans un tel exercice. Mais les Comores ont intérêt à se positionner dans le cadre de partenariats. Le programme d'études organisé avec l'Université de Perpignan peut être un moyen de mieux faire connaître la flore comorienne au niveau mondial."

Si les médicaments conçus peuvent apporter des dividendes aux pays de l'océan Indien, ils ne soigneront pas forcément la population locale : "Nous avons des maladies endémiques comme le paludisme mais les laboratoires s'intéressent plus au Sida, au diabète ou aux psychotropes européens", regrette le docteur Issulahi.

LG

MOMA MKAY CHANTI "MON GRAND-PÈRE M'A LÉGUÉ CETTE SCIENCE"

MITSOUJDJÉ EST L'UN DES HAUTS LIEUX DE LA "MÉDECINE TRADITIONNELLE" à Ngazidja. Une réputation que cette ville du Sud de la capitale, doit à la famille de Moïna Mkaya Chanfi. "C'est mon grand-père qui a introduit cette médecine ici", explique la guérisseuse. "J'avais dix ans quand mon grand-père Madi Aboudou est revenu d'Afrique de l'Est avec beaucoup de livres sur les plantes médicinales" se souvient-elle vaguement. Des livres qu'elle n'a jamais lus mais dont elle réalisera plus-tard qu'ils contiennent toute une science. Celle que son grand-père a passé quinze ans à apprendre en sillonnant l'Afrique.

proposé du Mafundjena et du trule (deux plantes, ndlr), et des pierres de lave rouge, le tout chauffé dans de l'eau de mer". Après avoir inhalé les vapeurs de ce mélange, le malade se fait masser avec le même produit. Moïna Mkaya n'en dira pas plus sur ses solutions thérapeutiques.

UNE DISCRÉTION QU'ELLE CULTIVE POUR NE PAS LAISSER CROIRE qu'il suffit de connaître une thérapie pour la prescrire. "Je suis toibib (médecin, ndlr). J'écoute le patient avant de lui prescrire le traitement qui convient à sa maladie". Pour Moïna Mkaya, "tout patient doit être capable de décrire sa maladie. C'est

"JE SUIS TOIBIB, J'ÉCOUTE LE PATIENT"

au médecin de décrypter de quoi il s'agit et de prescrire la thérapie la mieux appropriée". "Il n'y a que les Moilim (les sorciers, ndlr) qui deviennent ce qu'a le malade", affirme-t-elle. La guérisseuse de Mitsoujdjé traite tous les cas qui se présentent à elle, y compris les troubles mentaux et les problèmes psychologiques. "Ces maladies psychologiques ne se traitent pas seulement avec des médicaments. Il faut connaître les difficultés de la personne. Peut-être qu'elle a vécu des ●●●

● ● ● *drogues réprimées, est utilisé contre l'asthme.*"

Enfin, le docteur Issulahi insiste sur les précautions à prendre concernant les jeunes enfants : "Si un petit convulse en raison d'une hyperthermie ou d'une maladie cérébrale, le fait d'aller voir un fundi pour s'entendre dire qu'il est visité par un djinn peut mettre sa vie en danger."

LES CÉRÉMONIES MYSTIQUES PEUVENT-ELLES AIDER À GUÉRIR ?

Ce qui est considéré dans un cadre rationnel comme des problèmes mentaux devient, dans la culture traditionnelle, le résultat de l'action des djinn. Partout dans le monde, des psychiatres adaptent leurs pratiques au mode de pensée de leur patient et ont parfois recours aux cérémonies mystiques, aux gris-gris... Par rapport aux traitements occidentaux (cachets, internement en asile psychiatrique ou analyse) les céré-

monies traditionnelles ont l'avantage de prendre en compte la personne dans son ensemble et dans son contexte social. "Face aux problèmes psychiatriques la médecine moderne est à base de produits alors que la médecine traditionnelle, à base mystique, va chercher à traiter l'origine de la maladie", explique le docteur Issulahi, qui prépare actuellement le congrès de l'Association de santé mentale de l'océan Indien, prévu à Moroni en novembre prochain.

"Nous allons justement essayer de trouver une politique en santé mentale qui soit typique de la zone et conforme aux traditions. Nous souhaiterions soumettre aux autorités la mise en place de structures associant les pratiques modernes et traditionnelles, pour soulager un peu les familles, qui assument pour l'instant

toute la prise en charge des malades mentaux."

SAID HASSANI MOHAMED ÉTUDE QUANT À LUI LA COMPOSITION des jungu, ces mélanges de plantes utilisés lors des cérémonies pour identifier le type de djinn et son assise sur la personne possédée. "Il s'agit de toute une panoplie aromatique qui dégage une odeur et qui fait qu'à la sortie, la personne se sent à l'aise", explique le chimiste. "Mélangées ensemble, les plantes acquièrent des propriétés qu'elles n'ont pas séparément. La réponse apportée dans ces cérémonies peut être

positive ou négative, selon la personne possédée et son entourage direct. Entrer dans cette démarche là, c'est entrer dans un monde à part."

"LA MÉDECINE TRADITIONNELLE MÉRITE D'ÊTRE APPROFONDIE"

DR ISSULAH

Tout comme certains médicaments modernes ont besoin que le malade soit convaincu de leur effet pour agir, la médecine traditionnelle permet d'obtenir l'adhésion du patient à son traitement. Pour le docteur Mliwa, "elle peut servir de complément face aux cas où le malade et sa famille ont des croyances qui sont hors du champs médical. Il faut tout faire pour que le patient soit satisfait de ce qu'on lui fait. S'il croit qu'il a un problème de sorcellerie, il peut aller chez le guérisseur au lieu de prendre un neuroleptique. Se faire verser de l'eau sur le visage en récitant des versets du Coran n'est pas contre-indiqué..."

QUELLES RELATIONS ENTRE LES MÉDECINES MODERNE ET TRADITIONNELLE ?

Longtemps, la médecine moderne a méprisé le caractère irrationnel des pratiques traditionnelles. Aujourd'hui, les médecins formés à l'occidentale admet-

tent l'intérêt des connaissances médicales ancestrales, mais un fossé demeure entre eux et les fundi. Ce n'est pourtant pas le cas dans toutes les régions du monde. "En Chine, il y a une combinaison entre les médecines traditionnelle et moderne", raconte ainsi le docteur Mliwa, qui a étudié là-bas la médecine et l'acupuncture. "La médecine traditionnelle a une théorie, elle est enseignée à l'Université où elle est complétée par des cours d'anatomie. Il y a des différences d'approche, de raisonnement, de diagnostic, mais au finish les deux se complètent et peuvent se retrouver. Dans notre pays, la tradition c'est seulement de l'expérience, des connaissances orales. Rien n'est écrit. Mais je suis convaincu que les deux peuvent être complémentaires. Dans l'état où se trouve la science, il y a des choses que nous ne connaissons pas encore, et la médecine traditionnelle donne parfois des résultats indéniables."

ANRIFADJA MCOLO "DES SOINS COMPÉMENTAIRES"

● ● ● *problèmes qui affectent son cœur*" explique t-elle avec grande conviction.

La guérisseuse s'est imposée une rigueur qui n'a rien à envier à celle des médecins classiques. Une démarche qu'elle tient de son apprentissage auprès de ce grand-père "qui n'était pas un charlatan, mais un vrai docteur" dit-elle.

Si elle est sûre de sa science, celle-ci n'est pas infailible. "On ne peut pas tout soigner. Quand je sens que je suis dépassée ou que le patient est dans un état extrême, je lui conseille de consulter un médecin". Une situation tout à fait normale pour cette femme qui garde une relation étroite avec le milieu médical. "Il y a des médecins qui viennent me voir pour que je leur parle de tel ou tel remède qui a bien fonctionné, ou qui m'envoient leurs patients", assure Moïna Mkaya.

MALGRÉ CES PERFORMANCES ET LA BONNE RÉPUTATION auprès des patients et du monde médical, Moïna Mkaya reste modeste. "Je ne suis pas un traitant officiel comme les autres médecins. Chez moi ici, ce n'est pas un cabinet. Les patients viennent me parler de leurs souffrances et j'essaie de les aider. Moi, je sauve des vies." Il est vrai que la guérisseuse ne fait pas payer ses consultations. "L'argent que me donnent les patients, c'est pour payer les médicaments. Je ne leur demande rien. Certains font des gestes... à la grand-mère c'est tout."

KES

Moma McKay Chanti n'a pas souhaité se faire prendre en photo.

COMPLÉMENTAIRES, C'EST CE QUE RÉPOND ANRIFADJATI MCOLO À PROPOS de la cohabitation entre la médecine traditionnelle et celle dite légale. De simple kiné du village, il est devenu le kiné incontournable de Mtsangamouji, haut lieu de rattachement des os des Mahorais. Anrifadjati a "appris à masser auprès de son maître à Chiconi". Son village rivalise désormais avec Mtsangamouji. Il est devenu l'adresse où tout Maoré vient faire appel aux services du fundi. A deux pas de la mosquée de Chiconi, au centre de Maoré, officie fundi Anri, comme l'a surnommé le village. L'homme est grand, la cinquantaine passée, une barbe poivre et sel et de larges mains de basketteurs. Assis dans un fauteuil au milieu du salon, fundi Anri a toujours sa petite boîte de tabac à humer. On frappe à la porte. Le fundi visse en vitesse le bouchon de sa boîte, tout en invitant à rentrer. - Karibu !

- La santé de mon père se détériore, il vient de faire un malaise à Mangajou, il a tout son côté droit paralysé, lui lance une dame. Les voilà partis.

Sur les hauteurs de Mangajou, dans une case Sim, un vieil homme est allongé raide dans un lit. Le fundi le tâte, l'homme gémit doucement. Il indique difficilement sa main gauche qu'il n'arrive pas à bouger. Le fundi continue à promener son pouce sur l'avant bras du vieux monsieur.

- Aie ! crit-il les yeux suppliants. Le fundi n'a pas l'air de faire attention à la moue du patient. Il s'empare de son épaule tout en actionnant le bras paralysé, d'un tour de main, il débloque le bras. Tout le monde est resté bouché bée, le vieil homme, mourant il y a cinq minutes, se met à lever son bras mort.

- Vous penserez à lever le bras jusqu'à hauteur de la tête, un exercice qu'il faudra faire tous les matins. On fera le point dans trois



jours.

A peine rentré à Chiconi, deux dames attendent déjà le fundi dans le salon. Elles se plaignent de douleurs aux bras. C'est la période des mariages, les dames n'en n'ont sans doute pas raté un seul. Elles sont lessivées. La deuxième s'isole avec le fundi. Des chuchotements puis une odeur d'encens s'échappent de la porte d'à côté, le fundi ressort, dévisse une bouteille de miel, en enduit un coton-tige et il l'applique à un bout de papier griffonné de chiffres arabes. Il repart rejoindre la dame dans la salle d'à côté. Le muezzin au loin, tombe à pic avec le bruit de la porte d'où ressort la dame.

"Attention, n'importe qui ne peut pas s'improviser masseur; il faut savoir sentir comment est la blessure... et ça ce n'est pas

donné à tout le monde", lance-t-il entre deux coups de fils. "J'ai appris à Chiconi avec mon maître, et j'officie depuis cinq ans. Beaucoup de gens se disent masseurs aujourd'hui, mais ils ne se rendent souvent pas compte que c'est pour des cas graves, ils peuvent mettre en danger la vie d'autrui", regrette fundi Anri. "La prise des médicaments comporte des interdits, il ne faut donc pas les prendre n'importe comment. Pour guérir des blessures par exemple, il y a six racines de bois dont la pâte est susceptible de soulager les malades, mais l'excès lors des prises de ces remèdes peut occasionner des effets indésirables. C'est pour cela que je prends le temps de suivre mes patients."

NASSUF DJAILANI

BIBLIOGRAPHIE

DISPONIBLE AU CNDRS

MÉDECINE TRADITIONNELLE ET PHARMACOPÉE. ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE. RÉUNION SOUS-RÉGIONALE DE L'Océan Indien, ANTANANARIVO, AGENCE DE COOPÉRATION CULTURELLE ET TECHNIQUE, 1993.

MOHAMED MONJOIN, POSSIBILITÉ D'UTILISER LA MÉDECINE TRADITIONNELLE POUR AMÉLIORER LES SOINS DE SANTÉ PRIMAIRE AUX COMORES, THÈSE POUR LE DOCTORAT D'ÉTAT EN MÉDECINE, UNIVERSITÉ DE BORDEAUX II, 1981.

PROJET PLANTES AROMATIQUES ET MÉDICINALES (PLARM), RÉSULTATS COMORES, MAURICE, SEYCHELLES, MADAGASCAR, 1994.

GROUPE SCOLAIRE FOUNDI SAÏD MNEMOI

DISCIPLINE SOLIDARITÉ RÉUSSITE

TERRAIN DE SPORTS / BIBLIOTHÈQUE COURS DE SOUTIEN / PENSIONNAT SALLE D'ÉTUDES

COURS D'INITIATION : - ANGLAIS

- ARABE

Du CP à la Terminale

Tel. : 73 80 02

●●● QUEL AVENIR POUR LES GUÉRISSEURS ?

Selon Said Hassani, la relève est assurée chez les tradipraticiens compétents : "Des jeunes de leur famille acceptent d'apprendre." Tant que les consultations médicales et les remèdes modernes resteront chers pour une grande partie de la population, celle-ci continuera à recourir aux traitements des fundi, au moins en premier recours. Sans compter son attachement à des pratiques liées à la tradition et à la culture du pays. Mais pour devenir réellement efficace et sans danger, la médecine traditionnelle doit être encadrée et faire l'objet d'études plus poussées. "Il serait intéressant de poursuivre les recherches sur la pharmacopée populaire pour donner des conseils aux gens sur l'utilisation des plantes les plus courantes", estime Said Hassani Mohamed. "La médecine traditionnelle mérite d'être approfondie, étudiée, mais pas utilisée sans évaluation", affirme de son côté le docteur Issulahi.

Des pays africains ont commencé à la transformer en une profession réglementée, avec ses critères d'admission et ses obligations. "Au Sénégal par exemple, il existe un ordre des praticiens traditionnels", indique le docteur Mliva. "L'un de leurs objectifs est de punir les charlatans." Prévus aux Comores depuis plus de dix ans, la mise en place d'un cadre législatif à l'exercice de la médecine traditionnelle lui éviterait d'être discréditée par les abus commis en son nom. Reste à trouver comment fixer, par des règles, des pratiques changeantes, intimement liées aux individus et aux familles, souvent auréolées de secret et de mystère.

LISA GIACHINO

(1) "Tradipraticiens" est le terme officiel pour désigner les guérisseurs ou fundi. Nous utilisons indifféremment les trois mots. Ni les uns ni les autres ne doivent être considérés dans ces pages comme péjoratifs.

L'oeil du fundi

SAID HASSANI MOHAMED RESTE PARFOIS BOUCHE BÉE devant "l'œil" des guérisseurs : "Il existe aux Comores deux plantes qui ont le même nom, une racine identique, mais l'une a plus de feuilles que l'autre et n'a pas la même utilité dans les rites de possession. Un jour, je suis allé voir un fundi avec un morceau de racine de la première, sans les feuilles. Il m'a tout de suite dit : "Ce n'est pas la bonne." Alors qu'un scientifique a besoin de comparer plusieurs paramètres pour faire la différence !"



MA ECHATI RECONNUE AU-DELÀ DE MWALI

Madame Kamaria Mhadji, connue sous le nom de Ma Echaty, est une femme d'environ 60 ans. Renommée pour ses traitements traditionnels, elle vit dans le village de Djando (Wanani), à Mwali. "Je soigne des femmes et des hommes, surtout des femmes qui veulent avoir des enfants", dit-elle. "Si je détecte un problème qui dépasse mon niveau, comme le fibrome, je dis à la personne d'aller voir un docteur". Ma Echaty utilise les feuilles et les racines des plantes pour soigner les gens après les avoir massés. Elle nous dit qu'elle a appris cette médecine avec sa belle-mère, Moïna Ngaya, qui avait elle aussi une grande réputation dans cette pratique. Ma Echaty a commencé ce travail dans les années 70, l'année du décès de sa belle-mère. "Beaucoup de gens de la région de Djando, et même des Anjouanais, des Grands Comoriens et des Mahorais, mais aussi des wazungu", viennent faire des traitements chez elle. MRA-ATI

"LA MÉDECINE AFRICAINE A UNE EFFICACITÉ ÉTONNANTE"

APRÈS UNE LONGUE INITIATION DE 20 ANS AU SÉNÉGAL, YVETTE PARÈS, MÉDECIN ET CHERCHEUSE OCCIDENTALE, EST PASSÉE À LA MÉDECINE AFRICAINE.

EN 1980, YVETTE PARÈS, MÉDECIN OCCIDENTALE RÉCEMMENT INITIÉE À LA MÉDECINE AFRICAINE, PARTICIPE À LA CRÉATION D'UNE ŒUVRE PRIVÉE CHARITABLE, L'HÔPITAL TRADITIONNEL DE KEUR MASSAR, EN PLEINE BROUSSE À 25 KM DE DAKAR. PENDANT 20 ANS, ELLE Y PRATIQUÉ UNE MÉDECINE TRADITIONNELLE. EN 2004, ELLE PUBLIE LA MÉDECINE AFRICAINE, UNE EFFICACITÉ ÉTONNANTE. TÉMOIGNAGE D'UNE PIONNIÈRE.

Comment une scientifique, universitaire, dirigeant un institut de recherche en bactériologie, en est-elle venue à pratiquer la médecine africaine ? Ce ne fut pas un coup de tête, une décision subite, une attirance vers l'exotisme. Dans mon laboratoire à Dakar, nous étions parvenus à cultiver le bacille de Hansen, responsable de la lèpre, qui pendant un siècle avait résisté aux efforts de nos devanciers. La méthode des antibiogrammes devenait donc possible... Elle permit de mettre en évidence l'efficacité des extraits de plantes anti-lépreuses sur le bacille. Ces résultats donnaient donc un support à la réputation des thérapeutes traditionnels spécialisés dans la lèpre.

D'autre part, la faiblesse des traitements classiques ne pouvait être niée. L'état des malades en attestait avec la plus grande évidence. Je me trouvais donc à la croisée des chemins devant un choix inéluctable : soit accepter la situation telle qu'elle était avec toutes ses déficiences, soit rechercher l'aide et l'enseignement des thérapeutes réputés dans le domaine de la lèpre. J'adoptai la seconde attitude qui représentait un saut dans l'inconnu.

Où se forme-t-on à ces médecines traditionnelles ? La seule école qui soit, c'est la transmission de maître à disciple. Un maître vous choisit d'après vos aptitudes et ce qu'il juge bon en vous. C'était presque insolent de ma part de demander à être enseignée. En plus, il n'était jamais arrivé qu'une occidentale soit

introduite en médecine africaine. Mais des circonstances exceptionnelles ont fait tourner la roue en ma faveur. À l'époque, j'avais 54 ans, j'étais chercheuse en bactériologie et médecin. La première des choses que mon maître, Dadi Diallo, me demanda d'intégrer, c'est qu'à compter du jour où je devenais son disciple il me considérerait comme ne sachant rien. Au début, je n'avais même pas le droit de poser des questions, mais juste celui de regarder et d'écouter. C'est le maître qui dit ou ne dit pas, après avoir cueilli une plante, son nom, son utilisation, etc. C'est lui qui décide du lieu, du contenu et du rythme des apprentissages. Je me levais à 5 h pour aller cueillir les plantes. La journée, je travaillais à l'université et le soir je retournais au centre de Keur Massar. Il faut 15 ans pour apprendre cette médecine.

En quoi consiste la médecine africaine ? Comme toutes les médecines traditionnelles du monde, la médecine africaine est sacrée. Ce qui la conduit tout naturellement à traiter le malade considéré dans sa totalité, dans l'unité que forment son corps, son âme, son esprit et pas seulement l'organe malade. Le caractère sacré se manifeste dans toutes les étapes de l'art médical et pharmaceutique. Le thérapeute se considère comme un intermédiaire entre le principe de vie d'ordre divin et le patient. Son rôle est d'orienter et de stimuler les forces de guérison du malade par l'accueil, l'écoute, les soins, les traitements, le réconfort, les prières et les encouragements. De plus, la médecine traditionnelle n'attaque pas un agent pathogène d'une seule manière, mais à l'aide de l'ensemble des substances actives contenues dans une décoction, une extraction ou une macération de plusieurs plantes ou racines différentes, parfois cinquante... Là où la médecine moderne attaque le problème avec une seule molécule, la médecine traditionnelle, elle, l'attaque sur plusieurs fronts. Il n'y a pas de

risque ainsi de faire apparaître des résistances à l'action combinée de toutes ces plantes.

Quel avenir, selon vous, faut-il réserver à ces médecines traditionnelles ?

À Keur Massar, au fil du temps, quatre autres thérapeutes d'ethnies différentes et leurs disciples vinrent étoffer l'équipe en même temps que s'élargissaient nos activités avec les consultations externes de médecine générale. À ce jour, plus de 250 000 malades, toutes maladies confondues, ont reçu nos soins. Étant de culture occidentale, je n'ai pu saisir toutes les richesses spirituelles, toutes les richesses thérapeutiques de cette

médecine mais ce que j'ai pu découvrir m'a rempli de respect et d'admiration. On a à apprendre de tout le monde. La transmission depuis des millénaires de la médecine traditionnelle ne doit pas s'arrêter.

Face au Sida, l'Afrique n'est pas le continent démunie que l'on s'obstine à décrire. Les peuples africains ont leur médecine traditionnelle riche de savoirs accumulés et éprouvés au cours des millénaires. Ils ne doivent pas se sous-estimer mais agir avec détermination. Lors de la VI^e Journée mondiale du Sida (en 1993, ndlr), le secrétaire général de l'Onu alors en fonction, Boutros Boutros-Ghali, n'avait-il pas demandé à New York, au siège de Nations unies, "un effort de coordination étendu à tous les savoirs médicaux de la planète" pour arriver à vaincre le Sida. Partout, l'intelligence a inventé une médecine intégrée, adaptée à son environnement. Il faut convier les médecines chinoises, ayurvédiques, amérindiennes, arabes, celle de l'île de Pâques, celles des maîtres africains, ainsi que des moines médecins bouddhistes et toutes les médecines du monde à lutter ensemble contre la pandémie.

PROPOS RECUEILLIS PAR VINCENT HILD (SVFIA INTERNATIONAL)

SANS CESSER DÉCRIÉ, LE GRAND MARIAGE CONTINUE DE REPRÉSENTER LA PIERRE ANGLAIRE DE LA VIE SOCIALE AUX COMORES. PAS TOUJOURS SIMPLE, SURTOUT POUR LES JEUNES.

“CELA NE POURRA PAS SE FAIRE EN UN CLIN D'ŒIL”

INTERDIRE OU RÉFORMER LE GRAND MARIAGE, LES AVIS DIVERGENT SELON LES JEUNES INTERROGÉS.

IL Y A LES JUSQU'AU-BOUSTISTES, COMME ANTUF, LA VINGTAINNE : "Il faut arrêter le grand mariage, ça sert à rien sauf à dépenser tout l'argent qu'on a." Les radicaux prêts à faire quelques concessions, dont Aturia, étudiante à Dakar : "On doit interdire certaines pratiques, limiter les dépenses." Et puis, il y a les réformistes, partisans d'un changement en douceur, à l'image de Chipinda, étudiante, elle, à Moroni : "Je suis d'accord pour changer certaines choses, mais cela ne se fera pas en un clin d'œil."

Si les avis sur la méthode divergent, tous les jeunes interrogés s'accordent pour dire que oui, il faut réformer le grand mariage, surtout en ce qui concerne son aspect économique. Et ils ne sont pas les seuls. L'historien Damir Ben Ali, connu pour bien maîtriser la question (lire ci-dessous), l'écrit depuis des années. Une partie des notables eux-mêmes sont conscients de ce besoin de changement. A Moroni, ce sont eux qui, il y a 3 ans, ont imposé certaines règles visant à limiter les dépenses. A Mitsudji, au sud de Ngazidja, ce sont les jeunes, au contraire, qui ont dicté des nouvelles règles. Comme l'indique Chipinda, "c'est une réflexion qui concerne tout le monde, du Président au simple citoyen". Mais, ajoute-t-elle, "c'est avant tout aux notables de lancer le débat". Non, c'est aux jeunes de changer les choses, répond en substance Antuf. Pour lui, "les notables ne feront rien puisqu'ils font partie du système. Pourquoi ils réformeraient quelque chose qu'ils contribuent à faire perdurer". Or pour lui, la seule chose à faire, c'est "de l'arrêter". "Tous les jeunes de mon quartier (Volovolov, ndlr) sont d'accord", assure-t-il. "Nous, on le fera pas. L'argent nous servira à autre chose".

“LES COMORIENS SAVENT TOUT ÇA”
ARMIA

DANS SON OUVRAGE INTITULÉ *Le pouvoir de l'honneur*, Sultan Chouzour analyse ainsi cette contestation : "(Elle) revêt deux aspects principaux. Le premier est une remise en cause superficielle des coutumes dont on dénonce avant tout le coût exorbitant de certaines cérémo-



nies. Le deuxième, plus radical, récusse les fondements de tout le système." Aturia, si elle avoue qu'il ne faut pas l'interdire, se réfère à l'action menée par Ali Soilihi. "Lui, il avait compris que le grand mariage n'était pas bon pour l'économie comorienne ; il a voulu le changer en profondeur, et il avait raison". Sauf qu'il a échoué... "Oui, c'est vrai", répond-elle, "mais je pense qu'aujourd'hui, si on avait de bons communicants aux Comores, on pourrait faire comprendre à la population que ça serait une bonne chose". Armia pense pour sa part que "les Comoriens savent tout ça". Pas

besoin donc de leur dire. "On ne pourra pas changer ça du jour au lendemain", enchaîne Chipinda. "La société n'évolue pas comme ça. D'ailleurs, ce n'est pas bon quand elle évolue trop vite. Non, c'est à nous, les jeunes, de faire changer les choses naturellement, tout en continuant à suivre cette coutume, car c'est notre culture."

Comment voient-elles le grand mariage dans 30 ans ? Moins d'or, moins d'argent, moins d'importations, espèrent-elles aussi. "A condition qu'on impose des choses", reprend Aturia. RC

Grand mariage à Ntsudjini, près de Moroni. Depuis le début de cette série, nous avons illustré nos sujets par la danse du djalico que "les éléments les plus jeunes que les règles protocolaires relèguent en queue du cortège ont entrepris de tourner en dérision (...)" parfois à la limite de l'indécence", rapporte Sultan Chouzour dans *Le pouvoir de l'honneur*. cette danse est ainsi devenue l'un des symboles de cette contestation juvénile.

“L'ETAT DEVRAIT ÊTRE CONCERNÉ”

HISTORIEN ET ANTHROPOLOGUE, DAMIR BEN ALI, PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ DES COMORES, A ÉTUDIÉ LE GRAND MARIAGE.

Que faudrait-il changer, à vos yeux ? Les jeunes interrogés ont tous la même réponse : limiter les dépenses.

On peut faire des réformes pour limiter les dépenses, c'est ce que nous avons tenté de faire il y a trois ans à Moroni : nous avons limité le nombre de souverains (8g d'or, ndlr) offerts à 50 contre 100 habituellement ; mais en trois ans, il y a eu trois fois plus de mariages qu'en 10 ans... Cela n'a pas eu l'effet recherché car cela a rajouté les mariés. Mais en effet, il y a trop d'argent dépensé.

Limiter les dépenses n'est donc pas une bonne réforme ?

Si. Mais pour moi, la réforme prioritaire, c'est l'interdiction d'importer certains produits, comme les jus de fruits par exemple, mais aussi les chaussures, les draps, tout ce que l'on peut fabriquer ici, et ainsi pousser à la production locale. Cela réduirait le chômage et cela nous permettrait de garder les devises ici, aux Comores, au lieu de les envoyer à Dubaï. C'est pour moi la priorité, car ces importations sont un réel appauvrissement, financier d'abord, parce que l'argent des Comoriens profite à d'autres ; intellectuel ensuite, parce que cela tue la créativité

artisanale, artistique... Mais cette réforme sera plus difficile à mettre en place que de limiter les dépenses, car cela doit être fait au niveau national ; or le grand mariage est une décision de village...

Ali Soilihi a essayé de réformer le grand mariage d'une manière radicale, ça n'a pas marché. Saïd Mohamed Cheick a essayé la méthode plus douce, ça n'a pas marché. N'est-ce pas mission impossible ? Non, c'est possible. Mais ce n'est pas simple. Le grand mariage est une institution profondément ancrée dans la société ; il doit évoluer, et il évolue, mais il faut maîtriser cette évolution, sans la bouleverser. Il faut être radical sans être jusqu'au-boutiste.

Des personnes estiment que ce n'est pas à l'Etat de s'occuper de cette question, que le mariage relève de la sphère du privé... Le grand mariage est une institution publique de la vie sociale. L'Etat devrait être concerné par cette question.

Qui peut changer les choses : les "grands mariés" eux-mêmes ou ceux qui s'opposent au grand mariage ?

Les deux. Pour une question importante comme celle-là, les "grands mariés" doivent prendre une décision, mais il faut que les autres l'acceptent.

PROPOS RECUEILLIS PAR RC

MAORÉ DÉRIVE VERS LE "ANDA"

Impossible à chiffrer", c'est ce qui ressort de toutes les bouches des personnes interrogées sur le coût moyen d'un mariage à Maoré. Mais tout de même, il y en a qui se risquent à lâcher quelques bribes de chiffres. 30.000 euros, lance une dame qui est en train de marier son fils en Petite Terre. "Non, moins que ça !, c'est trop cher, moi je dirais 15.000 euros et encore", rétorque un jeune couple mixte -mahorais et métropolitain- qui n'a pas encore franchi la porte du grand mariage. A Maoré, le mariage a connu une véritable "révolution". Ou plutôt un bouleversement dans son côté faste. Jusqu'ici tout le monde s'accordait à dire qu'elle était la moins onéreuse de tout l'archipel. Mais aujourd'hui, à la lumière de ce qui se fait ailleurs, le coût d'un mariage à Maoré varie selon les villages. Que ce soit dans les villages parlant malgache ou mahorais, "les dépenses sont différentes, les festivités sont différentes. En Petite Terre, où la population est majoritairement d'origine comorienne, les dépenses sont beaucoup plus importantes, parce que les familles veulent faire un mélange de toutes les festivités possibles et imaginables qui existent dans leur île d'origine".

Présenté comme le socle de la société, "le mariage est fêté aujourd'hui avec faste pour rassurer les parents", confie Zaina A., fraîchement mariée. Mais le danger c'est la tendance à l'excès. "Les nouveaux mariés veulent tellement montrer qu'ils sont les meilleurs défenseurs de la tradition qu'ils vont jusqu'à mélanger les trois festivités pratiquées en Grande Comore, à Anjouan et à Mohéli", explique Danial B. Du coup, dans un mariage en Petite Terre, on retrouve pêle-mêle, un tawarab spécifique à Ngazidja, un tari typiquement anjouanais, un mbiwi, particularité de Maoré. Fait rare, ces dernières années, la tendance chez les jeunes mariés à vouloir adopter le mode vestimentaire mizungu. "Une robe de mariée digne de ce nom, va chercher vers les 800 euros", confie Zaina. L'envie de paraître, l'étalage du faste gagnent du terrain.

NASSUF DJALANI

À MADAGASCAR, "AUTANT ALLER DIRECTEMENT AU MARCHÉ"

POURQUOI VENDRE SES LÉGUMES À DES INTERMÉDIAIRES QUI LES PAIENT MAL ? MIEUX VAUT LES ÉCOULER DIRECTEMENT AU MARCHÉ DE GROS DE LA CAPITALE.

TROIS FOIS PAR SEMAINE, LE LUNDI, LE MERCREDI ET LE VENDREDI, la journée de travail de Rasoa et de son mari Ranaivo est longue : elle commence dès 4 h du matin pour ne se terminer que le lendemain vers 9 h ou 10 h du matin. Comme de nombreux maraîchers de la zone de Tananarive, la capitale malgache, ils préfèrent apporter eux-mêmes leurs légumes au marché plutôt que de les céder à des prix dérisoires aux commerçants. Un véritable marathon !

4 h du matin : toute la famille se lève à la nuit. Sous le crachin hivernal des hauts plateaux, Ranaivo, accompagné de ses deux fils, de 17 et 12 ans, équipés d'angady (bêches) et d'arrosiers, débroussaillent le terrain et soubiquent les légumes. "Une dizaine de soubiques (grands paniers, ndlr) de pommes de terre et de carottes suffisent aujourd'hui pour le marché", ordonne le père. La famille produit aussi des laitues et des concombres ainsi que diverses variétés d'épinards et des choux de Chine.

Tout doit être cueilli avant le premier rayon du soleil. "Il faut absolument garder la fraîcheur des marchandises", recommande Ranaivo. Pendant ce temps, Rasoa et sa fille préparent le repas.

11 h : après avoir été chargée de légumes, la charrette à bœufs, louée avec un conducteur, démarre. Direction : le marché de gros de la capitale. L'infatigable Rasoa suit à pied. Les 10 km qui relient son potager d'Ambohijafy Fenoarivo à Tana ne lui font pas peur. Elle les parcourt à vive allure, un parapluie à la main, un petit sac dans l'autre.

13 h 30 - 14 h : dès l'arrivée au marché, Rasoa cherche une place à l'ombre où étaler sa production. Ranaivo, resté au village pour cultiver, ne la rejoindra que dans la soirée pour lui prêter main forte. La vente en gros n'est en effet autorisée que "très tard dans la nuit, de 2 à 8 h du matin", précise la présidente du quartier d'Anosizato, Angèle Razafinirina. Pas



question de laisser les légumes sans surveillance : comme une trentaine d'autres maraîchers, le couple est condamné à passer la nuit au marché.

21 h : chacun cherche une place au milieu des paniers pour dormir. "Nous n'avons pas les moyens de louer une chambre. Une nuit nous coûterait 7.500 ariarys (1.476 fc, 3 euros, ndlr), la moitié de notre gain. Et de toute façon, il nous faut garder la place et veiller sur les marchandises." Chacun s'enveloppe dans des couvertures et des plastiques pour se protéger du froid et des éventuels crachins. D'un tempérament enjoué, Rasoa raconte en riant aux éclats sa mésaventure lors de la dernière saison des pluies : "Les pluies étaient torrentielles. Nous nous sommes accroupis entre les soubiques au pied d'un mur. Mais un violent courant d'eau les a emportées. Nous avons été complé-

tement trempés cette nuit-là."

Antananarivo. Dans la rue.

"ILS ONT PROFITÉ DE NOTRE MANQUE DE MOYENS"

RASOA

des provisions puis rentrer à Ambohijafy Fenoarivo en bus.

9 ou 10 h : retour à la maison, enfin ! Et la nuit suivante, il leur faudra à nouveau se lever dès 4 h...

RASOA ET RANAIVO CULTIVENT DES LÉGUMES COMME AVANT eux leurs ancêtres. Ils n'ont guère eu le choix. "Impossible de pratiquer d'autres tra-

voux : nous n'avons ni diplômes, ni compétences spéciales !", regrette-t-il. Toutefois, ces dernières années, ils ont réagi et rompu avec la tradition. Ils ont décidé d'échapper aux conditions imposées par certains intermédiaires. "Ils nous ont exploités. Ils ont profité de notre manque de moyens", grogne Rasoa. "Ils viennent jusqu'ici et achètent nos produits à un prix dérisoire." Comme eux, d'autres producteurs court-circuitent désormais les acheteurs indésirables en allant vendre eux-mêmes leurs légumes. À présent, le couple empoche à chaque marché un bénéfice net de 15.000 ariarys (2.952 fc, 6 euros) : cinq fois le salaire minimum journalier d'un ouvrier dans les entreprises des zones franches de la capitale. "Autant aller directement au marché !" lance Ranaivo, que ni les longues journées ni les nuits trop courtes en plein air ne rebutent.

ODILE RALISY ET MAMY ANDRIATIANA (SYFIA INTERNATIONAL)

UNE MANNE POUR MADAGASCAR

Madagascar devrait bénéficier pour la période 2005-2007 d'une enveloppe d'environ 150 millions de dollars de la part de la Banque africaine de développement (BAD), a annoncé en début de semaine l'agence de presse Xinhua. Les engagements supplémentaires de la BAD dépendront de la performance de Madagascar dans la mise en oeuvre des programmes financés par la BAD. La Banque mettra en particulier l'accent sur les aides budgétaires en vue du maintien de la stabilité macro-économique du pays face à une conjoncture mondiale défavorable. Parmi les grands axes de coopération figurent : l'appui à la production agricole et halieutique, l'amélioration des infrastructures rurales, l'approvisionnement en eau potable et assainissement, les infrastructures de transports, le processus de décentralisation, la sécurisation foncière.

LA FÊTE DE L'"HUMA" ET DE LA RÉUNION

La Réunion sera cette année l'invitée d'honneur de la fête de l'Humanité, événement incontournable de la rentrée politique en France organisé par le Parti communiste. Les 9, 10 et 11 septembre prochains, au parc de la Courneuve près de Paris, l'île défendra sa culture, son patrimoine et ses richesses sur plus de 150 m² de stand. Cette invitation intervient quelques mois après le rabibochage entre PCR (PC de la Réunion) et PCF. "Une belle récompense pour l'île qui n'avait pourtant jamais pris la peine de couvrir la manifestation", analyse le quotidien *Le Journal de l'île*.

LE SIDA PROGRESSE AU MOZAMBIQUE

LE MOZAMBIQUE A RÉVISÉ À LA HAUSSE SON TAUX DE CONTAMINATION de la population adulte par le virus du Sida, qui passe de 14% à 16,2%, a annoncé cette semaine le ministre de la Santé, Paulo Ivo Garrido. Le Mozambique a été moins affecté par la pandémie que nombre de ses voisins d'Afrique australe, en partie parce qu'il a été isolé par une guerre civile qui a duré jusqu'en 1992. La fin de la guerre a permis une rapide croissance économique, mais la multiplication des échanges commerciaux et des migra-

tions a aussi fait progresser le taux de séropositivité, en particulier dans les régions en bordure des routes reliant le Zimbabwe à l'Afrique du Sud. "Ces chiffres montrent que malheureusement, l'épidémie de Sida continue de se propager dans notre pays", a dit le ministre lors d'une conférence de presse. L'étude, réalisée au cours de l'année 2004 en se basant sur les femmes enceintes, mais aussi sur d'autres groupes, fait apparaître que la maladie se propage plus vite à Maputo et dans la province de Gaza, où travaillent de nombreux immigrés

d'Afrique du Sud, le pays le plus touché au monde. Dans la province la plus touchée - Sofala, qui renferme le deuxième port de Mozambique et est la principale voie d'exportation vers le Zimbabwe - le taux de séropositivité reste le même que celui enregistré en 2002 : 26,5%. Ce taux se rapproche de celui d'autres pays d'Afrique australe tels que le Lesotho, le Zimbabwe, le Botswana et le Swaziland, où le taux d'infection s'établit à 30% ou davantage. Beaucoup de Mozambicains continuent de refuser d'admettre qu'ils ont contracté le

Sida. Même dans les rares dispensaires distribuant des antirétroviraux permettant de prolonger la vie, nombre de patients nient leur état ou refusent le dépistage jusqu'à ce qu'ils deviennent gravement malades. "La plupart d'entre eux sont au dernier stade quand ils viennent ici", a déclaré à l'agence Reuters Pilar Jorda, une pharmacienne espagnole travaillant dans une clinique de Chokwe qui soigne les malades du Sida. "Parfois ils viennent ici et, au bout de trois ou quatre jours, ils sont morts".

REUTERS

UN "RETRAIT" PAS SI PACIFIQUE

LE MONDE ENTIER SE RÉJOIT DU RETRAIT ISRAËLIEN DE LA BANDE DE GAZA. A JUSTE TITRE ?

A PRÈS 38 ANS D'OCCUPATION, ISRAËL A ENTAMÉ OFFICIELLEMENT, dimanche soir à minuit, son retrait de la bande de Gaza, en déclarant illégale la présence d'Israéliens dans cette région. L'armée a commencé lundi matin à distribuer les ordres d'expulsion aux colons de la bande de Gaza, en leur annonçant qu'ils avaient 48 heures pour partir. Mercredi, il ne devait logiquement rester aucun Israélien dans cette petite bande de terre (l'heure de bouclage de cette page ne nous permettant pas d'attendre cet ultimatum). Ceux qui refuseront d'obtempérer seront amenés, de force si nécessaire, dans des autobus qui les transféreront vers le territoire israélien, annonçait le gouvernement lundi. "L'Etat a décidé, et le moment est venu d'appliquer cette décision. Ce redéploiement est déchirant, mais il est vital pour un Etat d'Israël démocratique", a affirmé le ministre israélien de la Défense, Shaoul Mofaz.

Ce retrait unilatéral, à la fin duquel toutes les colonies de Gaza devront être démantelées, est qualifié dans la plupart des médias du monde comme une avancée décisive vers la paix. Même discours dans le milieu de la diplomatie. Ainsi, "le Quartet (chargé de faciliter les discussions, ndlr) accueille favorablement et encourage une telle démarche qui devrait offrir un rare moment d'opportunité pour rechercher la paix au Moyen Orient".

POURTANT, IL NE FAIT PAS QUE DES HEUREUX. Les militants pro-palestiniens, entre autres, ne voient pas du même oeil le plan d'Ariel Sharon, le Premier ministre israélien. L'association France-Palestine Solidarité parle même de désastre : "L'annonce d'un "désengagement unilatéral de Gaza" par le gouvernement israélien a déclenché une rafale de déclarations à travers le monde selon lesquelles la paix serait en marche. En fait ce plan n'est ni l'un ni l'autre - en réalité il va aggraver et poursuivre la guerre d'occupation israélienne, à présent dans sa 37e année". Selon cette association, le plan de désengagement "est en fait une méthode tendant à faciliter une stratégie du gouvernement israélien pour : détourner l'attention de la détérioration de la situation des droits humains dans les territoires occupés,



Ariel Sharon, le Premier ministre israélien.

caractérisée entre autres par l'augmentation des tueries de civils, de démolitions de maisons et d'exécutions extrajudiciaires ; éliminer le rôle de l'OLP lors des négociations sur le statut futur de la Palestine ; continuer la mainmise asphyxiante économique et sociale imposée sur la bande de Gaza ; faciliter l'expansion accélérée des colonies israéliennes en Cisjordanie". Et de faire remarquer qu'il est "affirmé explicitement dans le plan qu'Israël gardera le contrôle de l'espace aérien, côtier et toutes les terres frontalières". On ne peut, dans ce cas, parler de réel désengagement.

CÔTÉ PALESTINIEN, SI L'ON SE RÉJOIT DE L'ÉVACUATION des 25 colonies de Gaza, personne n'est dupe de ce que prévoit réellement le plan de Sharon : à savoir l'annexion d'une grande partie de la Cisjordanie. "La véritable actualité, c'est ça", insistait récemment dans un article du journal français *L'Humanité* -signé Valérie Féron- le cartographe palestinien Khalil

Tofakji. Selon lui, le départ de Gaza ne serait qu'un trompe-l'œil, afin de "mieux" coloniser la Cisjordanie, bien plus intéressante pour Israël. Autrement dit : pendant que Sharon montre à la communauté internationale (et aux médias) ce qu'il se passe à Gaza, son gouvernement en profite pour rajouter une couche de colonies en Cisjordanie, où le retrait israé-

lien ne prévoit d'évacuer que quatre colonies (sur 120). Comme pour mieux confirmer ces convictions, la semaine dernière, le ministère israélien du Logement a autorisé la construction de 72 maisons nouvelles dans la colonie de Betar Illit. Depuis le début de l'année, quelque 235 maisons nouvelles, selon les chiffres officiels, ont été bâties dans les colonies de Cisjordanie.

La situation est particulièrement préoccupante dans la partie occupée de la Ville sainte, appelée à devenir la capitale du futur Etat palestinien, mais déjà isolée du reste de la Cisjordanie par le mur de séparation et une ceinture de colonies en expan-

sion. "L'objectif est de contrôler totalement l'espace et de réduire au minimum le pourcentage des Palestiniens y vivant", expliquait le même K. Tofakji, dans *L'Humanité*. Qui continuait ainsi : "Quand on parle de construction de logements, il faut penser aussi aux dizaines d'hectares de terres confisquées à chaque fois pour le réseau routier reliant ces colonies aux autres et à Israël".

De fait, aujourd'hui, la Cisjordanie n'est pas seulement morcelée du nord au sud, par le mur et les colonies, mais également d'ouest en est, par trois axes routiers. "En contrôlant ces routes", continue M. Tofakji, "Israël divisera la Cisjordanie en trois grands cantons ou prisons".

Entre le mur, les colonies et ces axes routiers, Israël gardera la mainmise sur la continuité territoriale de l'espace palestinien, estiment de nombreux spécialistes, parmi lesquels Alain Gresh, du *Monde diplomatique*, l'un des plus réputés en la matière.

RC

"UNE STRATÉGIE POUR DÉTOURNER L'ATTENTION"

REFERENDUM EN ALGÉRIE

LE PRÉSIDENT ALGÉRIEN ABDELAZIZ BOUTEFLIKA a appelé dimanche ses concitoyens à un référendum le 29 septembre prochain sur la réconciliation nationale pour tourner "définitivement la page de la crise politique" qu'a connue le pays pendant les années 1990, a-t-il expliqué. Ce projet, tel que M. Bouteflika en a dessiné le contour, s'articule autour de quatre grandes mesures. Les poursuites judiciaires seront abandonnées contre les islamistes qui ont déjà mis fin à leurs activités armées et ne sont pas impliqués dans des massacres collectifs, viols ou attentats à l'explosif dans des lieux publics. Les poursuites judiciaires seront également abandonnées contre les personnes recherchées en Algérie ou à l'é-

tranger ou condamnées par contumace et qui décideront de se rendre. Le projet vise aussi à rétablir dans leurs droits sociaux les islamistes qui ont fait l'objet de mesures de licenciement à cause de leurs activités politiques. Cependant, "le projet prévoit l'interdiction de tout exercice d'une activité politique, sous quelque forme que ce soit, aux responsables de cette instrumentalisation de notre religion, de même que l'interdiction de toute activité politique, à quiconque ayant une part de responsabilité dans la conception et dans la mise en oeuvre de la politique prônant le pseudo 'djihad' ("guerre sainte", ndlr) contre la nation et les institutions de la République algérienne démocratique et populaire".

CRASH SANS EXPLICATIONS

DE NOMBREUSES ZONES D'OMBRE ENTOURENT la chute, dimanche au nord d'Athènes, d'un avion en provenance de Chypre dont tous les passagers ont été retrouvés "complètement congelés", selon une source proche du ministère grec de la Défense. D'après les premiers éléments d'information, la chute du Boeing 737 de la compagnie Helios semble avoir été provoquée par une dépressurisation soudaine de la cabine ou par un problème d'approvisionnement en oxygène à un moment où l'appareil volait à 10.000 mètres d'altitude. Les 115 passagers et les six membres d'équipage sont morts. Les secouristes ont retrouvé le corps du pilote ainsi que les boîtes noires de l'appareil, qui seront cru-

ciales pour déterminer la cause de l'accident, qui continue de soulever de nombreuses questions. Comment l'appareil a-t-il volé pendant près d'une heure alors que le pilote et le co-pilote étaient vraisemblablement inconscients ? Certains médias ont avancé que le Boeing était peut-être sous pilote automatique avant son approche à Athènes, où il devait faire escale.

La ministère grec de la Défense a précisé que 90 minutes s'étaient écoulées entre l'alerte et l'accident. Un passager à bord a adressé à son cousin un SMS disant : "Le pilote est devenu bleu. Adieu cousin, nous gelons". Les autorités soupçonnent un problème de dépressurisation soudaine ou d'approvisionnement en oxygène

IRAK

Le Parlement irakien a décidé lundi soir de reporter d'une semaine, au 22 août, la date de la remise du projet de Constitution à ses membres, les dirigeants politiques n'étant pas parvenus à temps à un accord sur les points de litige.

"Nous avons déployé de grands efforts et nous avons atteint un accord sur des questions importantes, mais ce texte décisif a besoin de temps", a déclaré le président Jalal Talabani devant l'Assemblée nationale. La majorité des 237 députés présents (sur 275) a voté à main levée pour l'amendement de la Loi fondamentale (Constitution provisoire), donnant une semaine de plus aux discussions. Les représentants des partis ont négocié jusqu'à la dernière minute, sans parvenir à un consensus sur plusieurs points, notamment le fédéralisme et la répartition des revenus pétroliers.

NIGER

Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), sur près de 12 millions de Nigériens, 2,5 millions, dont environ 800.000 enfants, sont menacés en raison de la sécheresse et des invasions de criquets. Et la malnutrition qui touche déjà quelque 150.000 enfants augmente très rapidement. Le Programme alimentaire mondial (Pam) a annoncé que la distribution massive de rations alimentaires d'urgence a débuté lundi.

RD CONGO

Une maladie respiratoire inconnue a fait 8 nouvelles victimes dans l'est du Congo, portant le bilan officiel à 29 morts et plus de 1.000 personnes contaminées. Cette maladie pulmonaire apparemment d'origine virale, se caractérise par des vomissements de sang chez les personnes atteintes. La maladie serait apparue dans une mine de diamants près de Punia (280 km à l'ouest de Goma), où travaillent environ 10.000 personnes.

en direct de la 11

FOOT - FRANCE DUEL AU SOMMET

CELA FAISAIT BELLE LURETTE QUE LE CHAMPIONNAT DE FRANCE n'avait pas eu du duel aussi prometteur. Pour être franc, il faut même remonter au début des années 90 pour se remémorer un tel cas de figure, lorsque l'OM et Monaco, puis l'OM et le PSG luttaient ferme pour le titre. Depuis, les nostalgiques de ces championnats endiablés n'avaient que les souvenirs de matchs fous (OM-PSG 1993, un régal) à se mettre sous la dent. Car depuis dix ans, la bataille n'était pas des plus acharnées, sauf en 1999, lorsque Bordeaux avait obtenu son titre à la dernière seconde devant Marseille -dans un remix des années 80. Nantes, Monaco, Auxerre, Lens et surtout Lyon depuis quatre ans, avaient pour leur part été sacrés rois d'un championnat en mal de rivalités. Ce cru 2005-06 semble enfin revenir aux bonnes vieilles recettes. Après trois journées, il semble clair que le titre se jouera entre deux équipes, Lyon et Paris, et qu'il se jouera sur pas grand-chose.

D'un côté, Paris. Départ en fanfare ; trois matchs, trois victoires, dont la dernière contre Toulouse (2-0) vendredi ; 1 seul but encaissé pour 7 marqués ; une équipe parfaitement équilibrée ; un Pauleta retrouvé. Bref, tout pour effacer une décennie de disette pour le club de la capitale.

Rothen à gauche, Dhorasoo à droite, Cana et Mbami au centre forment un milieu de terrain exceptionnel, et Kalou est le complément idéal du buteur portugais. Quant à la défense, elle semble avoir oublié ses errements de la saison passée.

De l'autre, Lyon. Deux victoires et un bon nul à Marseille (1-1) dimanche ; une troisième place ; et surtout une équipe qui fait peur. A tel point qu'on se demande comment Gérard Houllier va gérer un effectif aussi talentueux. En attaque, il ne dispose pas moins de 5 internationaux. Malouda, Govou et Wiltord, qui jouent leur place en équipe de France, démarrent fort. Quant à Carew, la recrue norvégienne, elle a déjà fait parler la poudre : trois matchs, trois buts ! La défense autour de Cris paraît aussi solide que l'année dernière. Reste une inconnue : avec le départ d'Essien (pour 38 millions d'euros à Chelsea), le milieu sera-t-il aussi performant ? Pedretti n'a pas la même envergure que le Ghanéen... Mais peut-être le club recrutera-t-il un nouveau joueur. L'argent ne manque pas du côté de Lyon.

Résultats : PSG-Toulouse : 2-0 ; Auxerre-Bordeaux : 1-0 ; OM-OL : 1-1 ; Nantes-Ajaccio : 0-2 ; Nancy-Lens : 1-2 ; Strasbourg-Monaco : 1-2 ; StEtienne-Metz : 2-0 ; Lille-Troyes : 1-2 ; Le Mans-Rennes : 4-0 ; Nice-Sochaux : 1-2.

FOOT - NGAZIDJA CHAMPIONNAT : COIN NORD EN TÊTE

La quinzième journée du championnat de Ngazidja (celui de la Ligue) s'est déroulée le week-end dernier. Entre autres résultats, Elan de Mitsudje et Enfants des Comores (Vouvouini) ont fait match nul 1-1. Apache a battu Zilimadju 2-1. Au classement, selon le dernier

PV qui date de la 13ème journée, Coin Nord est toujours en tête avec 33 points, devant Elan (31 points, un match en retard) et Etoile du Sud (31 points).

FOOT - UNION A QUI LA COUPE ?

Jeudi prochain, au stade de Moroni, Elan de Mitsudje, vainqueur de la coupe de Ngazidja, et le vainqueur de la coupe de Mwali, qui sera connu ce week-end, s'affronteront en finale de la coupe des Comores.

Ligues de basket, football, handball, volley et autres sports... de Maoré, Mwali, Ngazidja, Ndzuanani : nous avons besoin de vous. Envoyez-nous les résultats et classements chaque semaine à : kashka2005@yahoo.fr

MAORÉ. LA SAISON DE BASKET-BALL DÉBUTE CE WEEK-END. CHEZ LES HOMMES, JEUX D'AFRIQUE ET VAUTOURS SONT FAVORIS POUR SUCCÉDER À TCO. CHEZ LES FILLES, C'EST BCM, COMME D'HAB'.

QUI SUCCÉDERA À TCO ?

C'EST REPARTI ! CE WEEK-END DÉBUTENT LES CHAMPIONNATS masculin et féminin de basket-ball à Maoré, l'un des sports les plus populaires après le football. La ligue a enregistré cet été pas moins de 45 mutations entre les différents clubs, toutes divisions confondues. 38 clubs débutent l'aventure, parmi lesquels un nouveau né (Trévani sports et culture) et trois revenants (Tsimkoura, Koungou et Barakani). Le point sur les favoris.

EXCELLENCE HOMMES

Du côté de l'élite masculine, le paysage n'a guère varié en deux mois (le dernier match remonte à la mi-juin). Comme d'habitude, diront les observateurs, qui ne manqueront pas de se tourner vers la Petite Terre, dont les trois principaux clubs (Vautours, Jeux d'Afrique et Jeunesse Canon) dominent allègrement le championnat depuis de nombreuses saisons.

Le favori est comme chaque année, ou presque, **JA de Pamandzi**, qui a marqué un grand coup à l'intersaison en recrutant l'un des meilleurs joueurs de l'île : Fidélise. Fort d'une stabilité rare voulue par des dirigeants efficaces et de l'expérience de l'année dernière (victoire en coupe de l'océan Indien contre Tampon de la Réunion, match en France contre un club de haut niveau), l'effectif, mené par le roc Sbodó à l'intérieur, fait figure de d'épouvantail.

Mais **Vautours de Labattoir**, qui



Jeux d'Afrique sera encore une fois l'équipe à battre chez les hommes..

a dominé la saison dernière jusqu'aux plays-offs avant de se faire éliminer en demi, ne compte pas laisser à son rival historique le titre qui lui échappe depuis quelques années. Les verts misent cette année sur la continuité, avec seulement deux recrues, et comptent donner leur chance à certains jeunes -très talentueux- formés au club.

Reste, de ce côté-ci du lagon, **Jeunesse Canon**, finaliste surprise de la saison passée. Le club qui monte, qui monte, a recruté en masse, dont le très bon Chakira Idrisse. Si la discipline suit, il faudra compter sur eux.

Mais le basket mahorais ne se résume pas qu'à Petite Terre ; en

Grande Terre, il faudra surveiller de près **TCO**, bien entendu, le champion de la saison passée que personne n'attendait. La récurrence semble toutefois hypothétique. Finalement, peut-être que le club qui viendra troubler l'ordre établi se nomme **BCM**. Mené par des dirigeants actifs, l'effectif de M'tsapéré est solide, et il vient de retrouver son coach emblématique, Mado. A suivre donc...

LES TITRES 2005

CHAMPION HOMMES :
TCO DE MAMOUDZOU
CHAMPION FEMMES :
BCM DE M'TSAPÉRE

VAINQUEUR DE LA COUPE HOMMES : JEUX D'AFRIQUE
VAINQUEUR DE LA COUPE FEMMES : BCM

EXCELLENCE FEMMES

BCM, justement, fait comme d'habitude figure de grand favori chez les filles. Son équipe, constituée de joueuses physiques, hargneuses et expérimentées, semble

une fois de plus au-dessus du lot. Mais la partie ne sera peut-être pas aussi facile que l'année dernière -BCM avait réalisé le double coupe-championnat sans problème aucun. En face, si Jeux d'Afrique, qui a perdu nombre de ses joueuses après une brouille en fin de saison dernière, ne jouera certainement pas les premiers rôles, c'est **Scolo Dunks** qui fait désormais figure d'empêcheur de tourner en rond. Le club de M'gombani, finaliste de la coupe et troisième du championnat la saison dernière, qui possède un entraîneur de qualité, vient d'ailleurs de recruter plusieurs filles... de JA. Son effectif renforcé pourrait bien lui permettre de viser plus qu'un simple accessit.

Autre club à surveiller : **Chiconi** qui, non content de posséder deux des meilleures joueuses de l'île, s'est renforcé cet été. On suivra également les clubs de **Tsararano** et **Iloni**, aux effectifs jeunes mais prometteurs, ainsi que les trois promus.

A noter, enfin, que le championnat féminin est passé de neuf à dix équipes cette année.

Toutes ces équipes démarrent ce week-end un marathon qui durera 18 journées, une demi-douzaine de mois, et pas mal de tensions. En espérant qu'elles ne se retournent pas violemment contre les arbitres, qui n'ont pas eu la partie facile l'année dernière. C'est que le fair-play a encore pas mal de chemin à faire avant d'être parfaitement intégré aux moeurs locaux.

RC

VOUS VOULEZ COMMUNIQUER ?

CONTACTEZ-NOUS

(00269) 73 17 70 / kashka2005@yahoo.fr

Profitez de nos tarifs "spécial lancement"

Grille tarifaire sur demande

Utamâ duniya (par Soenf Elbadawi) Des gau* dans le public

L'autre jour, j'ai été voir une pièce de la *Compagnie Bahari* à Iconi. Influences de commedia dell'arte accompagnées de menues réflexions sur le destin trouble d'un archipel de lunes sur fond de brouhaha sans fin. Le public, à peine interpellé par les jeux de scène, noyait l'instant dans une atmosphère de bangwe où la notion même de dramaturgie imposée restait à définir. Les acteurs de la soirée n'étaient point sur le plateau et la pièce interprétée n'était pas du tout celle que l'on pensait voir une fois payé le ticket d'entrée. N'en déplaît aux comédiens ayant répété pour notre éventuel plaisir, c'est le public qui fit son *senema* à leur place. Ce qui a fini de me mettre dans tous mes états.

J'ai [en effet] quitté Moroni ce soir-là pour voir où en était la géniale invention du théâtre dans nos îles. Et je me suis retrouvé noyé dans une cohue monumentale, mettant à mal toute la bonne volonté de Sanblag, le maître de céans, patron de ladite compagnie. Il s'agit d'un militant soucieux de promouvoir les arts de la scène, dans un pays où la culture [au sens professionnel et artistique du terme] ne signifie plus ou pas grand-chose. La culture, et nous le devinons assez bien, est un métier. Il faut parfois disposer d'un génie certain ou se prévaloir d'un savoir-faire bien déterminé pour le pratiquer. Cette vérité pèse son pesant d'or dans tous les pays où le marché impose ses lois au nom d'un quelconque rayonne-

ment des choses de l'art. Aux Comores, c'est loin d'être le cas néanmoins. Sans doute parce qu'il n'y a eu aucune réflexion récente sur le rôle de la culture dans nos quotidiens fragilisés. Mais aussi parce qu'il n'existe plus de public exigeant face à l'artiste en faction. Le public, cette valeur unique, réinventée chez certains depuis la Renaissance, doit redonner sens et force à la création, voire lui offrir sa légitimité première. C'est un impondérable/ et un préalable à toute création. L'intelligence du public dicte bien souvent les lois du bon goût. Mais le public aux Comores méprise l'art, quand il n'est pas tout simplement inculte. Ce qui fausse tout !
* lire [gawu] qui signifie idiot

A 27 ANS, CHEICK MC EST UN VIEUX DE LA VIEILLE DU RAP COMORIEN. Précurseur du hip-hop à Moroni dans les années 90, d'abord avec "Les Pirates du Mika", un groupe qui a poussé toute une génération à se lancer dans la rime, puis en solo, le voilà qui sort son premier album, "Tout haut", dont la sortie est prévue pour ce vendredi. 11 ans après sa première scène, 8 après son premier enregistrement et 6 après "Le holà", tube à succès, l'adolescent du quartier M'tsangani, à Moroni, est devenu un homme. La révolte a pris en maturité...

Que représente pour vous cet album ?
C'est une sorte de passeport pour me déplacer, dans la région, en Afrique, en France... Il représente ma pensée aussi. J'espère qu'il révolutionnera les pensées.

C'est Fatih qui a travaillé les compositions, mais c'est vous qui avez écrit les textes. Comment vous y prenez-vous ?
Je m'inspire de la réalité. Surtout de ce que vivent les jeunes. J'essaie de les représenter. Mon but, c'est que la jeunesse se retrouve dans mes textes. J'estime que les jeunes, mais pas seulement eux, le peuple en général, manquent de leaders. Les hommes politiques ont échoué, la religion a échoué ; c'est à nous, les artistes qui parlons de la réalité, qui avons un certain pouvoir, de jouer ce rôle-là.

Vous estimez avoir du pouvoir ?
Oui. Quand des milliers de jeunes viennent à mes concerts, quand je vois l'engouement envers ce que je fais, je me dis que je peux toucher les mentalités, influencer les gens. C'est pour ça que je me bats pour certaines idées, comme la fierté ou la nation. Dans mes concerts, on chante toujours l'hymne national, on porte des tee-shirts avec des drapeaux comoriens... J'estime que le nationalisme est une chose importante.

J'essaie aussi de changer les mentalités sur certains aspects. Par exemple, ici, la pauvreté est considérée comme une injure. Ici, si t'es pauvre, c'est la honte. C'est ce genre de sentiment qui aboutit à la corruption. Maintenant, ça change un peu, on entend des jeunes qui acceptent leur pauvreté... on doit accepter ce qu'on est pour avancer, sinon on ne fera rien. Le pays a besoin de changer, mais il n'évoluera pas si les gens n'acceptent pas leur situation. Je me bats pour ça.

Vous parlez de nationalisme. C'est une valeur importante pour vous ?

Très importante. Depuis longtemps, on



CHEICK MC "ON EST LES VRAIS GUIDES"

LE RAPPEUR DE MORONI SORT SON PREMIER ALBUM. QUAND LE HIP-HOP SE FAIT PATRIOTE...

nous a appris que le pays appartient à l'Etat, ça date de la colonisation. Mais les citoyens doivent comprendre que c'est leur pays avant tout, pas celui du président. Pour construire un pays il faut l'aimer, et pour l'aimer il faut savoir qu'il est à nous, les citoyens. Si les gens aimaient leur pays, ils ne laisseraient pas toutes les ordures dans la rue ! Quand j'entend : "Ce pays est pourri", je me dis que les choses ne changeront pas. Un nationaliste ne dirait

jamais ça, ne laisserait jamais passer ça. Mais on ne nous a pas appris ce que c'est que la patrie. J'ai fouillé dans la religion, dans la tradition, à chaque fois on retrouve cette idée de patriotisme. Aimer sa patrie fait partie de la foi. Quand j'écoute les chansons traditionnelles de l'époque, je me dis que nos ancêtres n'étaient pas comme nous aujourd'hui.

Qu'est ce qui s'est passé ?
A la source, il y a l'esclavage, car quand on est esclave dans son propre pays, on apprend que ce n'est pas le nôtre, mais celui du maître. Quand t'es esclave dans une maison, c'est celle du maître. Puis il y a eu la colonisation, où les dirigeants disaient que le pays était à eux, donc toujours pas aux Comoriens. Puis la dictature après l'indépendance ; et ça a continué. Encore plus fort même, avec une radio nationale qui ne vantait les mérites que du président... C'est le cas encore aujourd'hui, sauf qu'on

a 2 ou 3 présidents, donc 2 ou 3 radios. Mais aucune radio pour le peuple. Il faut que les gens comprennent qu'on peut se battre contre l'Etat. On nous a appris à nous taire, ça a favorisé la corruption, mais aussi l'exil : quand tu vois que ton pays ne t'appartient pas, tu pars !

C'est un constat pessimiste...
Non mais là, j'y suis allé un peu fort. Des gens comprennent ce message. La culture hip-hop m'a appris la liberté d'expression, elle m'a appris à dire "non". Et je suis pas seul, il y a un grand nombre d'adeptes du hip-hop à Moroni.

Vous vous sentez investi d'une mission ?
... Un devoir plutôt envers mon pays. Chacun d'entre nous a un rôle à jouer, on peut choisir de se plaindre tout le temps ou de se battre. Il faut se battre. Il suffit pas de dire "je veux que les choses changent", il faut agir.

Votre discours ressemble sensiblement à celui de Wanamah...

Dans le monde, je pense qu'il doit toujours y avoir un guide pour un peuple. En occident, les présidents représentent ces guides, quand le peuple se reconnaît dans l'Etat. Sinon, ils s'en trouvent un, comme aux Etats-Unis dans les années 60, quand les blancs avaient pour guide le président, et les noirs Malcom X ou Martin Luther King. Or dans notre pays, il y a un problème : le peuple ne se retrouve ni dans l'Etat ni dans la religion. La notabilité, elle, a fait son temps. Si on regarde bien, les seules personnes qui peuvent déplacer des foules, ce sont les artistes. On est les vrais guides.

PROPOS RECUEILLIS PAR RC
Concert prévu le 26 août, au Stade de Moroni

LE "P'TIT FRÈRE" DE MTORO ENFLAMME MAORÉ

C'est sous un ciel étoilé que s'est clôturée la tournée mahoraise du groupe Watoro. Une troupe de sept amis qui se sont rencontrés autour de la musique à la Réunion en 2000. Le week-end dernier, une centaine de mélomanes ont vibré aux rythmes de la "world afro reggae" qui ont raisonné de la gratte de Sami Mtoro... qui n'est autre que le petit frère de Mtoro Chamou, même s'il échappe de peu au piège du pareil au même. Car il y a des signes qui ne trompent pas, au-delà du surnom "Mtoro" : c'est la voix, forte, puissante et bien timbrée. Elle est mise au service d'un phrasé truffé de jeux de mots tantôt mahorais, tantôt français. Un vrai bonheur pour les amateurs de syllabes qui clashent les uns contre les autres. C'était donc une soirée 100% reggae, avec des morceaux acoustiques en hommage à Boura Mahiyya. "Mais les Watoros ce n'est pas que du reggae, c'est aussi de la musique traditionnelle, du mgodro, du chigoma... Ce qui serait intéressant, ce serait de trouver des gens capables de tout faire, pour tenter une fusion entre tous les styles", confiait Sami Mtoro au journal *Tounda* du 22 juillet. Après s'être produits à Koropa le 27 juillet, en passant par le Relais le 3 août, et par Chirongui le 12 août, Samy Mtoro et son groupe ont failli "mettre le feu" au banga d'Ambato, non loin de la commune de Mtsangamouji. Le public continuait encore d'affluer malgré la concomitance avec d'autres concerts le soir même. ND

**Ouallah 2 :
L'ADESCO RENAÎT**

Après des années de silence, l'Association pour le développement économique et socio-culturel de Ouallah 2 (Adesco) se réveille. Après une période de latence due à l'absence de certains responsables, les jeunes ont décidé de relancer l'association née en 1989. Une Assemblée générale a été organisée le 7 août dernier à Ouallah. Les participants, à l'unanimité, ont convenu de la reprise des activités, parmi lesquelles la réactualisation de la bibliothèque et l'ouverture d'une école maternelle. L'association a aussi lancé un appel à tous les partenaires pour un appui technique, financier et matériel.

**IVEMBENI
VOIT GRAND**

Le village d'Ivembeni, au nord de Ngazidja, vient de se lancer dans la construction d'un hôpital évalué à 80 millions de francs comoriens (162.601 euros). L'établissement aura pour ambition d'accueillir, selon Ali Yaheya, le chef du village, pas moins d'un "médecin bien spécialisé qui pourra faire de la chirurgie, et aussi ce qu'il faut pour les accouchements". Les notables d'Ivembeni prévoient d'attribuer le bâtiment à un médecin privé qui vivra de ses consultations. Le but est d'éviter aux malades de se rendre à Mitsamiuli ou à Moroni. Problème : seuls 12 millions (24.390 euros) ont pour l'instant été rassemblés.



CHACQUE ÎLE DE L'ARCHIPEL A SES VILLAGES "OUBLIÉS". MÊME MAORÉ, POURTANT RICHE (PAR RAPPORT À SES VOISINES) EN INFRASTRUCTURES. AINSI, BOUËNI, AU SUD DE L'ÎLE, VIT RETIRÉ DE TOUT. LA ROUTE QUI Y MÈNE EST UN CUL DE SAC ; LES SEULS "VISITEURS" SONT DES MARCHEURS QUI DESCENDENT DU MONT CHOUNGUI. LE VILLAGE FUT D'AILLEURS LE DERNIER DE L'ÎLE À ÊTRE ÉLECTRIFIÉ, EN 1993.

**MOIMOÏ :
LA ROUTE QUI FAIT RÊVER**

ISOLÉ SUR UNE COLLINE AU SUD DE MUTSAMUDU, LE VILLAGE DE MOIMOÏ VIT COUPÉ DE TOUT. L'ÉCOLE ET L'EAU POTABLE SONT À 1 KM DE MARCHÉ.

A MOIMOÏ LA VIE RESSEMBLE À CELLE DES AUTRES VILLAGES ruraux de Ndzuani. Un peu plus dure, peut-être... Car outre leurs faibles moyens économiques, les habitants doivent composer avec l'isolement de leur bourgade. Suspendus sur une colline située à six kilomètres sur le flanc sud de Mutsamudu, Moimoi et ses 1.300 âmes, dont environ 56% de moins de 20 ans, représentent l'exemple type du quotidien de milliers des comoriens campagnards vivant en milieu rural, loin des équipements de base. Pour boire, pour se laver, bref pour avoir de l'eau, c'est chaque tous les jours la même histoire. Les villageois se tapent au quotidien plus d'un kilomètre de marche sur une pente abrupte, à la recherche de la rivière Bweni Douani, située près du village Haibara, à 200 mètres de Pagé.

Les écoliers sont largement mis à contribution. Pour se rendre en classe, ils doivent faire le même trajet que pour aller chercher l'eau indispensable au ménage. C'est peut-être pour cette raison, qu'ils traînent toujours avec eux leurs récipients : à Moimoi, le bidon est pour l'élève un outil aussi important que le crayon ! Aussitôt l'école finie et jusqu'à l'arrivée au village, l'ardoise, la craie, les cahiers et le stylo se livrent une bataille de taille pour ne pas être mouillés par le diable incolore juché

sur la tête des enfants. Conséquence des conditions de vie locale ? Le taux de réussite scolaire est pour l'instant très faible, voire inquiétant. Sur vingt élèves inscrits à l'école primaire fréquentée par les enfants de Moimoi, deux seulement parviendront, si la situation ne s'améliore pas, à décrocher le Bac. Parmi ces rares élèves qui réussissent à s'en sortir dans leurs études, Maarouf Nahouda se prépare à devenir instituteur dans un an. Peut-être sera-t-il le premier à officier comme instituteur du village, si on lui en accorde la chance en construisant une salle de classe... Trésorier et vice-président du comité de pilotage pour le développement du

**"IL SUFFIRAIT
D'UN COUP DE
GOUDRON"**

**BACAR
UN ÉLÈVEUR**

Ci-dessus, des enfants en plein travail agricole. Ci-dessous, l'entrée du village. Moimoi, 1.300 âmes dont plus de la moitié a moins de 20 ans, vit loin des équipements de base.



village, Maarouf Nahouda est de ceux qui ne baissent pas les bras devant les difficultés. Parmi les projets qui lui tiennent à cœur figure la construction d'une route qui désenclaverait Moimoi. Un rêve qui est presque devenu réalité grâce au Fond d'Appui pour le Développement Communautaire (FADC). Cette institution de la Banque Mondiale s'est engagée à financer la plus grande partie des fonds nécessaires à l'aménagement de la piste qui relie pour l'instant Moimoi à Mutsamudu. Le montant de la participation du FADC s'élève 65.000.000 francs comoriens (132.114 euros). Le village a lui aussi, à sa mesure, mis la main à la poche. Chaque ménage a contribué 15.000 francs comoriens (30 euros) pour que le projet ne reste pas un sentier virtuel. Aujourd'hui il ne manque plus que le bitume.

"Ce sera la contribution de l'Etat", nous annonce Mariama d'un ton moqueur, avec cependant sur le visage le désespoir inscrit par un rêve qui ne se réalisera peut-être jamais. Cette villageoise y a cru pourtant, tout au long des étapes précédentes. Que dire des efforts déployés dans les années 90 alors que "certains politiques chasseurs de voix électorales s'intéressaient aux quelques centaines d'électeurs perchés sur notre colline", demande le vieux Houmadi rencontré sur le chemin pentu. "L'idée est ●●●

Ça bouge à... DOMONI, autour de la mosquée du vendredi

... née, le sentier est creusé", poursuit-il. Mais c'était compter sans l'érosion qui, en emportant la terre, a pratiquement réduit à néant les efforts des villageois. Les pluies des kashkazi avaient même effacé les traces de la future route ! "La piste est là, il suffirait peut être d'un coup de goudron pour que ça reste", souligne Bacar, un éleveur. "D'autant plus qu'un véhicule, et pas forcément un 4x4, peut arriver jusqu'au bangwe du village."

Le téléphone est un autre moyen de rompre l'isolement. Les habitants de Moimoi n'y ont pourtant eu accès que récemment, lorsqu'un agent de Comores Télécom natif de la localité a décidé d'installer un branchement au réseau de téléphonie fixe. Les villageois lui ont emboîté le pas et l'ont aidé à implanter les poteaux. Résultat : le téléphone est aujourd'hui à la disposition de tous les habitants pour les besoins urgents.

MAIS CELA NE RÉSOUT PAS TOUT. Dans ce village oublié de tous comme tant d'autres à Ndzuanu, les femmes enceintes, les malades et les blessés ne bénéficient pas de la même sécurité que les habitants des villes. Souvent, des vies se perdent à la recherche du médecin ou dispensaire le plus proche. Le village est en effet dépourvu de tout personnel et équipement de santé. Alors, en plus du reste, Moimoi réclame son dispensaire. Les habitants n'espèrent pas l'obtenir grâce à l'Etat, mais en se cotisant, tout comme pour l'installation de l'électricité, de l'eau, et pour la construction d'une école. Cette école, Zaïthoune Aberemane, quarante ans et neuf enfants, l'attend avec impatience. Peut-être alors pourra-t-elle réparer l'inégalité de traitement entre ses sept garçons et ses deux filles : pour l'instant, les demoiselles ne fréquentent pas l'école, que leur mère juge trop éloignée du village.

"Les espoirs du village reposent aussi sur le Fond d'Appui pour le Développement Communautaire, qui initie des programmes de développements communautaires dans lesquels le village est amené à apporter sa participation au lieu de rester à attendre le bon vouloir des gouvernants", explique Maarouf Nahouda. Délaissés, les habitants de Moimoi se rabattent sur leurs champs. Beaucoup d'entre eux ne vivent la modernité du monde que lorsqu'ils se rendent au marché de Mutsamudu vendre les fruits de leur sueur, arrachés aux plus profondes entrailles de la terre fertile des montagnes. Ici, les champs de girofliers se marient bien avec les cultures vivrières dont les paysans gardent jalousement la technique. On ne s'étonnera pas de voir qu'au marché de Mutsamudu, de nombreux produits exposés sur les étals des marchandes sont sortis de terre à Moimoi. "N'est ce pas là une raison valable pour recevoir de l'aide ?" conclut Maarouf Nahouda.

KAMAL ALI YAHOUA

Depuis mardi 9 août, les habitants de Domoni, dans l'est anjouanais, assistent à des travaux d'une ampleur rare. L'un des symboles de cette ville culturelle, la mosquée de Mkiri wa Djirmoi, la plus ancienne de la contrée - elle date de 1968 - et dont le minaret culmine à 38 mètres, subit en effet des réparations importantes. Tout le béton a été enlevé, rapporte un habitant de Domoni, dans le but de réhabiliter ce lieu de prières et d'en assurer la sécurité.

Ce qui n'est pas un luxe : ces dernières semaines, nombre de pratiquants venus faire leurs prières s'étaient fait assommer... par des morceaux de béton. Selon des responsables de Mkiri wa Djirmoi, les financements des travaux ont commencé par le budget d'Allah, c'est-à-dire l'argent recueilli lors des fatha. Ce budget est pour l'instant de 1.500.000 franc comoriens (environ 3.050 euros). Une collecte est en cours pour amasser plus d'argent, notam-

ment auprès des différentes associations des Domoniens se trouvant dans les îles sœurs, Ngazidja, Maoré, Mwali, mais aussi dans le reste du monde. On estime que les travaux seront terminés en 2008 ; l'inauguration est d'ailleurs prévue pendant les vacances. La mosquée pourra alors accueillir jusqu'à 2.500 personnes. En attendant, les fidèles devront se rassembler dans les autres mosquées. (avec Papamwagné)

DU HAUT DE SON MINARET...

DEPUIS 14 ANS, LES HABITANTS DE NTSUDJINI FINANCENT LES TRAVAUX DE L'IMMENSE MOSQUÉE QUI FAIT LEUR FIERTÉ. PROCHAIN CHANTIER : L'EAU COURANTE.



LES HOMMES DE NTSUDJINI AIMENT À DÉCRIRE LEUR ÂME DE BÂTISSEURS. Le minaret de leur nouvelle mosquée est visible de très loin, planté dans les collines au nord de Moroni. Un chantier mémorable, cette mosquée du vendredi, dont la première pierre a été posée en 1991. La peinture à l'huile des arcades commence déjà à s'écailler, alors que les derniers ornements intérieurs ne sont pas terminés. D'ailleurs, on n'y prie pas encore. Avec son minaret dont la hauteur rivalise avec ceux de Moroni, sa coupole, ses rangées de robinets, ses vérandas, son immense cour pavée, son carrelage chinois et ses lustres importés de Dubaï, la mosquée est un monument à la "piété" du village. A sa richesse, aussi. "Ici nous disons que nous avons comme monument ancien le mgome, l'ancien rempart", explique Alei Assoumani, professeur de physique au lycée de Moroni. "Et notre monument dans ce siècle, c'est cette mosquée. Nous aimons beaucoup la construction. Chez nous il y a beaucoup de maisons en pierres et peu de pailloles."

Le village a d'abord lancé le chantier pour

des raisons pratiques - "notre mosquée du vendredi est trop petite", explique Mohamed. "On est obligés de prier sur le chemin." Mais d'autres considérations sont entrées en jeu. "C'est notre beauté", disent les uns. "Une beauté en dur, alors que la nouvelle beauté de Moroni est en plastique", renchérissent les autres.

POUR ÉRIGER CETTE BEAUTÉ QUI FAIT LEUR FIERTÉ, les villageois ont dû mettre la main à la poche. Et pas qu'une fois. La Commission de la mosquée a mis à contribution "tout homme de Ntsudjini qui travaille", indique Alei Assoumani. "Cette année, on nous a demandé en moyenne 50.000 francs comoriens (environ 100 euros, ndr) par personne. Il y a aussi des gens, comoriens ou arabes, qui passent par là et qui proposent une contribution." Selon le jeune enseignant, le coût des travaux a dépassé les 500 millions de francs comoriens (plus d'un million d'euros).

En attendant de prier dans ce palace, les villageois boivent l'eau des citernes. La forte pente qui sépare Ntsudjini d'Itsandra a pour l'instant empêché le bourg d'être

relié au réseau d'eau courante. "En 1989, Abdallah a dit que c'était impossible", raconte Alei Assoumani. "On recueille l'eau de pluie sur les tôles. Mais la plupart des cadres vont puiser leur eau à Bandamadji." De nombreuses personnes âgées ne jurent en revanche que par l'eau des citernes : "Mon père et ma mère détestent l'eau du robinet", raconte Mohamed. Certains habitants sont immunisés, d'autres s'entendent dire à l'hôpital qu'ils ne boivent pas de l'eau potable. En tous cas, le projet d'installation de l'eau courante est dans les cartons. "On a déjà les tuyaux, il faut maintenant les moteurs", indique Alei Assoumani.

L'élection, lundi soir, d'un nouveau bureau au Conseil de ville, qui n'avait pas été renouvelé depuis 2001, devrait relancer le projet. "On a déjà reçu un don du gouvernement pour avancer ce chantier", annonce Mouktar Said Bacar, le nouveau président. "Des études ont déjà été effectuées depuis dix ans."

SI TOUT CET ARGENT N'AVAIT PAS ÉTÉ DÉPENSÉ DANS LA MOSQUÉE, l'eau serait déjà au village, pourraient murmurer des mauvaises langues... "Certains le disent en effet", admet Mouktar Said Bacar. "Mais il nous fallait une grande mosquée. On ne regrette pas d'avoir dépensé ces millions." Peu de villageois protestent. "C'est plus important d'avoir une mosquée. La religion d'abord", confirme Marie Youssouf Ali, institutrice. "Il faut qu'on initie nos enfants à notre culture, qu'on leur montre ce qui est beau. Que l'on construise quelque chose qui reste."

Chacun ses priorités : un sourire en coin, les jeunes affirment que le prochain chantier doit être un terrain de foot...

LISA GIACHINO

Allahalele ! Hamba et Domoni

Dans un village de Mwali nommé Kobela vivait un sage. Ce sage, que l'on appelait Fundi Salim, avait pris sous son aile deux garçons nommés Abdou et Moussa. Un jour que Fundi Salim consulta ses cartes, celles-ci lui apprirent sa mort prochaine. Prétendant d'être malade, il envoya Moussa lui chercher des feuilles et des racines. Puis il inscrivit quelques versets du Coran sur une feuille de papier et ordonna à Abdou de les introduire dans sa bouche dès qu'il aurait rendu son dernier souffle, et ensuite de l'enterrer avant le coucher du soleil. Sur ces mots, il mourut. Obéissant, Abdou introduisit les versets du Coran dans la bouche de son maître, puis enterra le fundi avant que le soleil ne se couche.

A son retour, Moussa avertit le village qu'un malheur surviendrait si on n'exhumait pas le corps afin d'extraire les versets de sa bouche. Mais personne ne le crut.

Quelques jours plus tard, le village fut déchiré par un éclair qui tua plusieurs personnes. Au quarantième jour de la mort, la terre se mit à monter sous le tombeau du fundi. Aujourd'hui encore, on appelle ce lieu "Mlima wa ngnombe".

Pris de panique, les villageois se rendirent auprès de Moussa qui leur demanda un coq et une brebis. Le coq attaché à une corde, des hommes partirent dans la direction du nord-ouest et s'arrêtèrent là où l'oiseau chanta. D'autres emmenèrent la brebis vers le nord-est et bâtirent leurs maisons là où l'animal toucha le sol de son menton. Le premier village fut nommé Hamba, du nom de la corde attachée au coq, et le second Domoni, qui signifie "menton".

Elections

MOUKTAR SAID BACAR A SUCCÉDÉ

LUNDI SOIR à Ahmed Said Islam à la tête du Conseil de ville de Ntsudjini. Créée en 2000, cette association a pour vocation de jouer le rôle d'une mairie... en attendant les communes. Ancien préfet de la région, Ahmed Said Islam enseigne aujourd'hui les maths dans un collège de Moroni. Issu de la zone 4 de Ntsudjini (Voidjou du côté Mamwe), il a été élu par les représentants des 4.000 habitants concernés, divisée en 8 zones.

Singa



Hadisi na Hadisi (2)

**Tous les 15 jours,
RETROUVEZ LES AVENTURES DE
SINGA, FUMBAVA ET LEURS AMIS À
TRAVERS LES OCÉANS.
ÉCRITE PAR LE ROMANCIER SALIM
HATUBOU, CETTE HISTOIRE EST
AVANT TOUT CELLE DES
LECTEURS, QUI PEUVENT
PROPOSER LE SCENARIO D'UNE
SUITE - EN QUELQUES LIGNES.
À CHAQUE ÉPISODE, NOUS
CHOISSONS LA PROPOSITION
D'UN LECTEUR ET NOUS LA
SOUMETTONS À SALIM HATUBOU,
QUI ÉCRIT LA SUITE EN FONCTION.**

**AUJOURD'HUI, VOICI LE
DEUXIÈME ÉPISODE.**

Pour le père de notre littérature Mohamed Tohiri, avec tous mes respects et mon amitié.

Brutale, le guerrier Mna Shiba Mdu se leva, brandit son sabre et, furieusement, le planta contre un bananier nain. Toute l'assistance le regarda. Personne ne dit mot. Même sa Majesté Fumu Kadifu se tut.

- Tous mes pères ont toujours servi ce royaume, dit Mna Shiba Mdu. Mais aujourd'hui, ô Fumu Kadifu, ta décision de déposer nos sabres me voue au même destin que ce bananier nain. Oui, je ne suis plus un homme, mais un mort parmi les vivants car que serait un guerrier qui ne saurait faire danser son sabre ?

Sa Majesté Fumu Kadifu, en déclarant vouloir se réconcilier avec l'Inya Parera, la lignée adverse, savait pertinemment que cela déplairait fortement aux guerriers qui tiraient gloire et richesse dans ces conflits opposant les royaumes de l'archipel.

- Je comprends ce que tu ressens, ô vaillant Mna Shiba Mdu, fit le sultan, mais nous ne pouvons pas nous opposer les uns aux autres jusqu'à la fin des temps ! Vous savez tous que notre archipel doit faire face à l'invasion des pirates étrangers qui viennent piller nos terres et capturer nos populations pour les amener au delà de nos mers. Pourquoi ne concentrerions nous pas nos efforts pour combattre, ensemble, ces pirates qui ne sont ni de notre sang, ni de notre religion, ni de nos croyances ?

Les Wambe, les sept frères guerriers et descendants d'un guerrier légendaire appelé Mna Wambe se levèrent, posèrent leurs

sabres, s'en allèrent et revinrent aussitôt, chacun tenant un paquet de plantes de tabac. Ils commencèrent à bêcher la terre et à semer leurs plantes. Cela intrigua l'assistance.

- Que faites-vous ? demanda le sultan Fumu Kadifu.

- Comme tu le vois, ô roi, nous plantons du tabac. Tu viens de faire de nous des planteurs de tabac !

En ces temps là, la culture du tabac était exclusivement réservée aux infirmes. Le sultan comprit le message. Il se dressa devant l'aîné des guerriers Wambe, se pencha, le souleva et quand le guerrier fut debout, le roi dit :

- Je ne veux pas faire de toi un cultivateur de tabac ! Je veux faire de toi un homme !

Il en fit autant pour les autres frères et répéta toujours les mêmes propos. Quand les sept frères furent debout, le roi prit les sabres et les leur donna en ajoutant :

- Combattez nos véritables ennemis, ceux là qui viennent par les mers pour saigner notre honneur !

- Avant même la naissance, nous étions au service du royaume. Ce que dira la bouche du roi, nos bras exécuteront, même si, parfois, nos cœurs peuvent en souffrir, répondit le frère aîné des guerriers Wambe.

- Seules la paix et l'unité de nos royaumes nous ramèneront la sérénité, dit le roi avant de s'asseoir.

Mais Mna Shiba Mdu ne l'entendait pas de cette oreille. Sous le tamarinier centenaire, en ces temps lointains, ce guerrier-là ne souhaitait pas cette paix que voulait son roi. Il s'approcha du vieux Mdjabu, l'ami d'enfance et conseiller du sultan, et lui lança :

- Pour que les Seigneurs de l'Inya Fwamba et l'Inya Parera puissent mélanger leur sang, ils n'ont pas trouvé mieux que casser nos sabres comme s'il s'agissait de vulgaires

brindilles ! Dis, dis à ton roi, dis à ton ami que Mna Shiba Mdu, celui qui a croisé son sabre contre les plus vaillants des guerriers, celui-là même qui est capable de marcher sur des œufs sans les casser tellement il est agile, oui, Mna Shiba Mdu, le plus grand guerrier que Dieu fit d'une rare argile, ne restera pas debout pour voir les cuisines d'un honorable prince dire le chant nocturne aux cuisses d'une fille d'un royaume de gueux, aussi princesse puisse-t-on l'appeler.

- Ô Mna Shiba Mdu, cesse de te perdre dans les sentiers de tes propos et pose ton fardeau là où tu veux le poser ! Dis, avec le calme des hommes intègres, et nous t'écouterons avec la sagesse de nos pères ! répliqua le vieux Mdjabu.

- J'ai dit ce que j'avais à dire ! rétorqua Mna Shiba Mdu qui se dirigea vers le bananier nain, retira son sabre et tourna le dos à l'assistance.

Mna Shiba Mdu s'arrêta net. Une voix le laissa immobile.

- Mna Shiba Mdu, qui es-tu pour oser insulter l'Inya Parera en ma présence ? Tourne-toi, Mna Shiba Mdu !

Celui qui venait de parler en ces termes était Fumbava, fils du sultan Fumu Kadifu et de la reine Mzade Muunga. Mna Shiba Mdu se retourna et secoua la tête en riant : - L'homme qui veut écouter et comprendre les paroles d'une mouche finit par devenir fou !

Le jeune Fumbava arracha le sabre que tenait un Wambe et s'approcha de Mna Shiba Mdu.

- Ris maintenant que tu peux rire ! Sache que les plus grands guerriers de ce royaume sont les Wambe, car il ne suffit pas de savoir manier un sabre, encore faut-il avoir le sens de l'honneur, du respect et de la confiance donnée. Toutes ces qualités-là, les Wambe les ont. Tu as combattu à leurs

côtés, certes, mais un âne ne peut devenir cheval, quand bien même broute-t-il au milieu des chevaux !

Mna Shiba Mdu fit volte face et brandit son sabre. Un guerrier Wambe voulut s'interposer, mais le sultan Fumu Kadifu le retint en disant : - Laisse Fumbava s'exprimer, car ce n'est pas un hérissin issu d'une famille de lions, mais un lion venu d'un lion !

Le guerrier Wambe obéit. Mna Shiba Mdu, profondément blessé par les propos de Fumbava, se lança sur le jeune prince avec l'intention de lui couper la tête, mais celui-ci se coucha et, de son sabre, amputa violemment la jambe droite de Mna Shiba Mdu. Le vaillant guerrier de jadis tomba lourdement, face contre poussière. Il était vaincu. Il ne pleurait pas. Il ne se plaignait pas. Il retenait sa douleur. Fumbava s'approcha et essuya son sabre sur le dos de Mna Shiba Mdu :

- La prochaine fois que l'envie de vomir te prendra, vomis ailleurs que dans l'Inya Parera, car ce royaume est un ciel qui renferme la plus belle des étoiles. À chaque fois que tu regarderas l'emplacement de ta jambe, tu te souviendras que Singa n'a jamais été la descendante d'un quelconque gueux !

Fumbava arracha une plante de tabac et la jeta sur Mna Shiba Mdu.

- Désormais, tu seras le premier planteur de tabac de ta famille, ô Mna Shiba Mdu ! dit-il avant de s'en aller sous le regard admiratif des uns et des autres.

En ces temps d'un siècle lointain, aux Comores, le soleil croisait un nuage lorsque les chefs guerriers de l'Inya Fwamba, sous le tamarinier multiséculaire, regardèrent avec mépris Mna Shiba Mdu, celui qui perdit sa jambe pour avoir perdu le sens de l'unité...

SALIM HATUBOU

**RETROUVEZ LA SUITE DANS LE NUMÉRO 5
DE KASHKAZI, DANS DEUX SEMAINES.**

**VOUS SOUHAITEZ
PROPOSER LE
SCENARIO D'UNE SUITE
À CET ÉPISODE ?
N'HÉSITÉS PAS !**

**ÉCRIREZ-NOUS À :
kashka2005@yahoo.fr
OU À :**

**Kashkazi, BP 5311, Moroni,
Union des Comores.
DATE LIMITE D'ENVOI :
MARDI PROCHAIN 23 AOÛT**

**ATTENTION : ON NE VOUS DEMANDE PAS
D'ÉCRIRE LA SUITE EN ENTIER, MAIS
SEULEMENT VOTRE SCÉNARIO, EN
QUELQUES IDÉES.**

LE SCÉNARIO D'OLIVA GASTON

Abdirako, l'un des chefs guerriers, a des raisons peu avouables de vouloir que la guerre continue.

Il s'allie avec les frères Wambe, offensés par la décision de Fumu Kadifu, pour lutter contre le roi.

Le jour où le sultan de l'Inya Parera vient faire la paix avec Fumu Kadifu et lui offrir la main de sa fille Singa, une flèche vient se planter à ses pieds. Ses guerriers ripostent... et c'est à nouveau la guerre.